



CEGEMI-UCB
CENTRE D'EXPERTISE EN GESTION
DU SECTEUR MINIER



PROJET DE REINSERTION SOCIOECONOMIQUE DES ENFANTS, PROFESSIONNELLES DE SEXE ET AUTRES VULNERABLES VIVANTS DANS/AUTOURS DES SITES MINIERES DE KATOGOTA ET KAZIBA

Rapport des études de base et de marché



EP.1 Katogota à Katogota



EP.Kashozi à Kaziba

Janvier Kilosho Buraye, PhD (Chercheur principal)
Francine Iragi Mukotanyi, MSc
Cool Mangole Dady, MSc

Mai 2021

Table des matières

Remerciements	6
Résumé exécutif	7
Executive summary	12
1. Introduction	17
1.1 Contexte de l'étude.....	17
1.2 Objectifs de l'étude	17
1.3 Méthodologie de l'étude.....	18
1.3.1 Informations issues de la documentation disponible.....	20
1.3.2 Collecte des informations qualitatives et sélection des personnes clés.....	23
1.3.3 Collecte des informations quantitatives et sélection des ménages	24
1.3.4 Opportunités et contraintes potentielles avant les enquêtes et pendant les activités de terrain.....	28
1.3.5 Calendrier des activités de collectes des données	30
2. Résultats de l'étude de base	32
2.1 Localisation géographique des sites de Katogota et Kaziba	32
2.1.1 Site de Katogota	32
2.1.2 Site de Kaziba.....	33
2.2 Les résultats : situation socio-économique en rapport avec les indicateurs	33
2.2.1 Niveau de revenu et incidence de la pauvreté	33
2.2.2 Scolarité.....	36
2.2.3 Adhésion aux clubs des enfants	37
2.2.4 Taux de l'abandon scolaire au sein du ménage.....	38
2.2.5 Taux de fréquentation des centres de rattrapage par les enfants	39
2.2.6 Niveau d'abandon scolaire dû aux activités minières	39
2.2.7 Proportion des parents qui pensent que leurs enfants peuvent abandonner la mine pour l'école.....	40
2.2.8 Proportion des enfants qui peuvent s'inscrire au centre de rattrapage	40
2.2.9 Niveau de rétention du message des campagnes de sensibilisation	41
3. Résultats de l'Étude de marché	43
3.1 Les activités économiques.....	43
3.1.1 Les activités les plus pratiquées par site.....	43
3.1.2 Les activités les plus rentables	45
3.1.3 L'intention des PS à quitter la mine ou la profession de sexe dans et autour des mines	46
3.1.4 Les activités de remplacement des PS.....	48

3.2	Les marchés.....	49
3.2.1	Le marché de Katogota	49
3.2.3	Marchés d’approvisionnement	55
3.2.4	Fonctionnement des marchés	57
3.2.5	Transfert du cash aux bénéficiaires de la Fondation Panzi	58
4.	Les mutuelles de solidarité et les associations villageoises d’épargne et de crédit ...	60
4.1.	Appartenances aux MUSO/AVEC existantes	60
4.2.	Intention d’adhérer aux MUSO dans un futur proche.....	61
4.3.	Fonctionnement de MUSO/AVEC.....	61
5.	Conclusion et recommandations	65
6.	Bibliographie.....	69
7.	Annexes.....	70

Liste des encadrés

Encadré 1: Documents consultés..... 19

Encadré 2: Expérience d'un commerçant qui a réussi 50

Encadré 3: Fonctionnement du marché de Kaziba tel que décrit par le président de la FEC .. 58

Liste des tableaux

Tableau 1 Répartition des groupes d'unités statistiques	25
Tableau 2: Calendrier des activités de collecte de données	31
Tableau 3 : Moyenne de revenu hebdomadaire (en dollar) des ménages à Katogota et à Kaziba	34
Tableau 4: Incidence de la pauvreté des ménages à Katogota et à Kaziba	35
Tableau 5: Niveau de scolarité	36
Tableau 6: Taux d'analphabétisme à Katogota et à Kaziba par groupe	37
Tableau 7: Proportion des parents qui peuvent accepter que leurs enfants adhèrent aux clubs des enfants	37
Tableau 8: Taux de possibilité d'autorisation à fréquenter les centres de rattrapage	39
Tableau 9: Taux d'abandon scolaire au sein des ménages suite aux activités minières	39
Tableau 10: Connaissance sur les droits des enfants.....	42
Tableau 11: Connaissance des droits des enfants.....	42
Tableau 12: Tableau d'exploitation de l'élevage des porcs (coût et gain)	52
Tableau 13: Production du maïs	53
Tableau 14: Transformation du maïs	54
Tableau 15: Production du manioc.....	54
Tableau 16: Les marchés des produits pour le site de Katogota	55
Tableau 17: Les marchés des produits pour le site de Kaziba	56
Tableau 18: L'intervention de la Fondation Panzi passe par la MUSO	59
Tableau 19: Les moyens de transfert d'argent à la MUSO.....	59
Tableau 20: L'intervention de la Fondation Panzi par le bénéficiaire.....	60
Tableau 21: Appartenance aux anciennes MUSO/AVEC.....	60
Tableau 22: Intention d'adhérer aux MUSO/AVEC dans un futur proche	61
Tableau 23: Contributions des membres au sein des MUSO.....	62
Tableau 24: Services offerts par les MUSO	63
Tableau 25: Les indicateurs de base se rapportant au cadre logique du projet	70

Liste des figures

Figure 1 : Localisation des ménages enquêtés et de différents points importants pour l'étude à Katogota	32
Figure 2 : Localisation des ménages enquêtés et différents points importants pour l'étude à Kaziba.....	33
Figure 3a : Indice de diversification des sources de revenus des ménages de Katogota	35
Figure 4: Taux d'abandon scolaire au sein des ménages.....	38
Figure 5: Proportion des parents qui pensent que leurs enfants peuvent abandonner la mine pour l'école	40
Figure 6 : Adhésion des enfants	41
Figure 7: Activités considérées comme les plus pratiquées à Katogota	44
Figure 8: Activités considérées comme les plus rentables.....	45
Figure 9: Intention des PS de Kaziba de quitter la mine.....	46
Figure 10: Intention des PS de Katogota de quitter la mine.....	46
Figure 11: Motivations à choisir la profession de professionnelle de sexe.....	47
Figure 12: Raisons d'abandon de la profession de PS.....	48
Figure 13: Activités de remplacement préférées des PS	49

Remerciements

Ce rapport a bénéficié du concours de nombreuses organisations et de personnes. Nous remercions la « Fondation Panzi » qui, après nous avoir confié la responsabilité de mener ces études de base et de marché, elle nous a aussi assisté en nous mettant en contact avec ses bureaux de liaison de Katogota et de Kaziba. Notre centre de recherche, le Centre d'Expertise en Gestion du Secteur Minier (CEGEMI), nous a soutenu en rapport avec les questions administratives ; comme membres du centre, nous présentons nos remerciements. Que les autorités locales et les populations de Katogota et de Kaziba reçoivent aussi notre sentiment de gratitude car, s'elles n'acceptaient que les enquêtes se déroulent et qu'elles répondent à nos questions, nous ne serions pas en mesure d'avoir les riches informations que ce rapport contient. Enfin, nous ne pouvons pas oublier les enquêteurs du CEGEMI qui ont participé à la collecte des données qualitatives et quantitatives dans ces deux sites. Nous citons : Alain Bwami, Alain Bamba, Alice Mutabazi, Aline Mukotanyi, Celestin Munyali, Christine Musharhamina, Elie Nawej, Freddy Amani, Prince Mwengehere et Rosette Baluku.

Résumé exécutif

Des violations des droits de l'homme sont commises dans la partie orientale de la République démocratique du Congo depuis près de trente ans. La littérature indique que les activités minières font partie des facteurs qui favorisent la propagation de ces violations. Le bilan de ces atrocités est lourd : plusieurs millions de morts ont été recensés et plusieurs milliers de femmes ont subi diverses formes de violences sexuelles à la suite des différentes formes de conflits. Ces violences sexuelles ont détruit la vie entière des victimes et détérioré les relations au sein et entre les communautés ainsi qu'entre les communautés et l'État congolais.

Les communautés des territoires d'Uvira et de Walungu dans la province du Sud-Kivu ont également subi les conséquences des conflits. En partie à cause des violations des droits de l'homme dans ces territoires, la fréquentation scolaire est faible et la prostitution des femmes et des filles est répandue. En outre, les conditions de vie sont précaires, conduisant de nombreuses personnes à s'engager dans des activités à faible revenu pour assurer leur survie. Par exemple, un certain nombre de ménages dans ces territoires tirent leurs revenus dans les activités minières où, en plus des exploitants miniers masculins, on retrouve des femmes et des enfants.

C'est dans ce contexte que, financé par 'Grand Challenge Canada', la Fondation Panzi met en œuvre le projet « Réinsertion socioéconomique des enfants, professionnelles de sexe et autres vulnérables vivants dans/autour des sites miniers de Katogota et Kaziba » dont l'objectif est d'appuyer la prise en charge socioéconomique des femmes et plus particulièrement les professionnelles de sexe (PS) dans les sites miniers de Katogota en territoire d'Uvira et de Kaziba en territoire de Walungu au Sud-Kivu.

Les présentes étude de base et étude de marché s'inscrivent dans le cycle de vie de ce projet. Elles visent à alimenter les valeurs initiales des indicateurs du projet, de comprendre les activités génératrices de revenu en lien avec les réalités locales, d'identifier les activités de remplacement pour les professionnelles de sexe (PS), de répertorier les activités économiques porteuses pour les parents des élèves des écoles ciblées (l'Ecole Primaire 1 Katogota à Katogota et l'Ecole Primaire Kashozi à Kaziba), de comprendre le fonctionnement des Mutuelles de Solidarité (MUSO) et des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), et enfin, de fournir des recommandations pour la mise en œuvre du projet.

Ces écoles cibles ont été identifiées par la Fondation Panzi. Cette dernière a également identifié tous les bénéficiaires, notamment les parents qui ont des enfants dans ces deux écoles ciblées et les professionnelles de sexe vivant dans et autour des sites miniers de Katogota à Katogota et le site minier de Butuzi à Kaziba.

Pour ce rapport, une méthodologie mixte a été utilisée en combinant les sondages, les focus groupes et les entretiens individuels. Les sondages ont concerné les bénéficiaires (parents et PS). Deux sélections aléatoires ont été réalisées sur la base des listes de bénéficiaires (fournies par la Fondation Panzi), un à Katogota et un à Kaziba. Au total, 92 ménages (dont 67 parents et 25 PS) des bénéficiaires de Katogota ont été enquêtés à base d'un questionnaire. En plus des bénéficiaires, pour des raisons liées à la compréhension du contexte général du milieu ainsi que pour le suivi future et l'analyse de l'impact post-intervention, 69 ménages non-bénéficiaires ont été enquêtés à Katogota. A Kaziba, 101 ménages bénéficiaires (dont 59 parents et 42 PS) et 47 ménages non bénéficiaires ont été enquêtés. Pour les deux sites, 309 ménages au total ont été enquêtés.

Pour les enquêtes qualitatives, les entretiens individuels semi-structurés et les focus groupes (au moyen des guides d'entretiens individuels et des guides de focus groupe) ont été organisés avec les catégories suivantes: les autorités politico-administratives, les responsables des comités des exploitants miniers, les responsables des écoles primaires ciblées, les femmes professionnelles du sexe dans et autour du site minier (à travers leurs associations), les responsables des associations agricoles ou des unités de production agricoles et les représentants des commerçants qui opèrent dans les marchés locaux.

Les principaux résultats présentés dans ce rapport indiquent que :

Pour l'étude de base :

- Le revenu moyen hebdomadaire des tous les ménages de Katogota est de 25,4\$. Il est de 25,4\$ et 27,5\$ pour les parents bénéficiaires et les PS, respectivement. A Kaziba, les ménages ont un revenu moyen de 17,8\$ en moyenne, les parents bénéficiaires et les PS ont en moyenne 19,43\$ et 18,4\$ respectivement ;
- Bien que la grande majorité (88% et plus) des ménages soient pauvres dans les deux sites parmi toutes les catégories des ménages enquêtés, plus de ménages de Kaziba sont pauvres comparativement à ceux de Katogota;
- Dans les deux sites, peu de ménages diversifient leurs sources de revenu ;

- Le niveau de scolarité des enfants au sein des ménages est faible (environ 10 %) pour toutes les catégories enquêtées à Katogota comme à Kaziba.
- Le taux d'analphabétisme est élevé. En effet, environ 40% des parents à Katogota comme à Kaziba sont analphabètes. Les PS de Katogota sont moins analphabètes (20%) que celles de Kaziba (57%) ;
- Alors que le taux d'abandon scolaire dans les ménages est inférieur à 10 % à Katogota et Kaziba, il atteint environ 40 % si l'abandon est dû aux activités minières ;
- Si les clubs d'enfants sont mis en place à l'avenir, plus de 90 % des parents et des PS pensent que leurs enfants pourront s'y inscrire ;
- Plus de 90% des parents pensent qu'ils peuvent pousser leurs enfants qui ont abandonné l'école à fréquenter les centres de rattrapage ;
- Environ 10% des parents à Katogota comme à Kaziba pensent que les enfants qui sont dans la mine peuvent abandonner les activités minières pour l'école si les parents deviennent capables de payer leurs frais scolaires ;
- Plus de 75% des ménages estiment avoir des connaissances sur les droits des enfants ;
- Plus de 60% des ménages estiment avoir des connaissances sur les droits des femmes à Katogota comme à Kaziba parmi toutes les catégories de ménages enquêtés.

Pour l'étude de marché :

- Les trois activités génératrices de revenu qui sont considérées comme les plus pratiquées parmi toutes les activités à Katogota sont, par ordre de préférence, l'agriculture, le petit commerce et la mine ;
- Les trois activités génératrices de revenu qui sont considérées comme les plus pratiquées parmi toutes les activités à Kaziba sont, par ordre de préférence, le petit commerce, l'agriculture et la mine ;
- Ces trois activités les plus pratiquées sont également considérées comme les plus rentables ;
- Les cultures de maïs et de manioc sont les plus rentables à Katogota alors qu'à Kaziba les produits de l'agriculture sont majoritairement utilisés pour l'autoconsommation ;
- Le réseau de marché pour la vente de produits agricoles et l'approvisionnement en produits manufacturés est plus important à Katogota qu'à Kaziba ;
- Presque toutes les PS de Katogota et de Kaziba ont manifesté l'intention d'abandonner le travail de sexe dans les trois mois à venir si elles trouvent un travail mieux payant ;

- Par ordre de préférence, trouver une activité plus rentable, se retrouver dans une situation de maladie et un arrêt obligatoire imposé par l'État sont les principales raisons qui peuvent pousser les PS à abandonner leur travail ;
- Le petit commerce de divers produits est le premier choix alternatif des PS s'il leur arrivait d'abandonner le travail du sexe. A Katogota comme à Kaziba, la vente de boissons alcoolisées, l'agriculture et l'artisanat sont leurs seconds choix ;
- L'élevage de porc est l'activité la plus rentable à Katogota comme à Kaziba.

Pour le fonctionnement des mutuelles de solidarité et des associations villageoises d'épargne et de crédit (MUSO/AVEC):

- Plus de 50 % des ménages de Katogota et de Kaziba appartiennent aux MUSO/AVEC existantes ;
- Presque toutes les PS de Kaziba sont membres des MUSO/AVEC (97,62%) ;
- Plus de 80% des ménages de Katogota et de Kaziba ont l'intention d'adhérer aux MUSO/AVEC que la Fondation Panzi peut mettre en œuvre ;
- Les MUSO des Katogota comme celles de Kaziba réalisent de projets : production des choux et élevage des porcs essentiellement ;
- A Katogota un membre d'une MUSO contribue en moyenne 4.000 francs congolais par mois alors que celui de Kaziba contribue 4.400 francs congolais.

En considérant ces résultats, les recommandations suivantes peuvent être formulées pour une éventuelle intervention de la Fondation Panzi :

- Le petit commerce et l'agriculture sont les principales activités dans lesquelles les ménages de Katogota et de Kaziba peuvent investir du capital et espérer en dégager un bénéfice considérable ;
- Si la Fondation Panzi ne compte pas créer des MUSO pour les bénéficiaires du projet, elle peut renforcer les capacités de gestion des MUSO existantes à Katogota comme à Kaziba ;
- Comme l'ont choisi la grande majorité des parents bénéficiaires et des PS, l'aide en espèces devra passer par les mutuelles de solidarité ;
- En cas de transfert des fonds, Airtel-money ou à la limite M-pesa sont les moyens à utiliser ;

- Créer des clubs des enfants dans les écoles cibles et distribuer une collation (un petit repas) aux élèves pendant le temps de pause (même deux fois par semaine) peut aider à les maintenir à l'école ;
- La création de centres de rattrapage peut encourager les enfants qui sont encore dans la mine à quitter le secteur minier ;
- Suite au besoin du marché de Kaziba, il est important d'y installer une chambre froide pour la conservation des produits animaux. A Katogota, un grand entrepôt pourrait faciliter le stockage de divers produits agricoles et faciliter leur conservation et leur vente ;
- Il est important de sensibiliser davantage les populations des deux sites pour leur permettre d'avoir une bonne connaissance des avantages et du fonctionnement des mutuelles de solidarité/associations villageoises d'épargne et de crédit.
- En termes de risque lié au projet, la Fondation Panzi peut : (1) mettre en place un système de suivi régulier des membres pour se rassurer que ces derniers investissent l'aide (cash) dans les AGR prometteuses déclarées et acceptées par la Fondation Panzi, (2) fournir son aide de manière progressive (tranches) pour limiter le risque d'usage inapproprié de son intervention, (3) sensibiliser les catholiques en rapport avec les choix des écoles protestantes comme bénéficiaires du projet.

Executive summary

Human rights violations have been committed in the eastern part of the Democratic Republic of Congo for almost thirty years. The literature indicates that mining activities are among the factors that contribute to the spread of these violations. The toll of these atrocities is heavy: several million deaths have been recorded and several thousand women have suffered various forms of sexual violence as a result of the different forms of conflict. This sexual violence has destroyed the entire lives of the victims and deteriorated relations within and between communities as well as between communities and the Congolese state.

Communities in the territories of Uvira and Walungu in South Kivu province have also suffered the consequences of the conflicts. Partly as a result of human rights violations in these territories, school attendance is low and prostitution of women and girls is widespread. In addition, living conditions are precarious, leading many people to engage in low-income activities to ensure their survival. For instance, a number of households in these territories derive their income from mining activities in which, in addition to male miners, there are also women and children.

It is in this context that, financed by ‘Grand Challenge Canada’, the Panzi Foundation is implementing the project “Socio-economic reintegration of children, sex workers and other vulnerable people living in/around the Katogota and Kaziba mining sites”, the objective of which is to support the socio-economic empowerment of women, and more particularly sex workers (SWs), in the Katogota mining site in the territory of Uvira and the Kaziba mining site in the territory of Walungu, in South Kivu.

The present baseline and market studies are part of the life cycle of this project. They aim to feed the initial values of the project indicators, to understand the income-generating activities (IGAs) in relation to local realities, to identify the alternative activities for sex workers (SWs), to list the economic activities that are promising for the parents of the pupils of the targeted schools (Primary School 1 Katogota in Katogota and Kashozi Primary School in Kaziba), to understand the functioning of the Mutual Solidarity Associations (MSAs) and the Village Savings and Credit Associations (VSCAs), and finally, to provide recommendations for the implementation of the project.

These target schools were identified by the Panzi Foundation. The Foundation also identified all the beneficiaries, including parents who have children in these two target schools and female sex workers living in and around the Katogota mining site in Katogota and the Butuzi mining site in Kaziba.

For this report, a mixed methodology was used, combining surveys, focus groups and individual interviews. The surveys involved beneficiaries (parents and SWs). Two random selections were made from the beneficiary lists (provided by the Panzi Foundation), one in Katogota and one in Kaziba. In total, 92 households (including 67 parents and 25 SWs) of Katogota beneficiaries were surveyed using a questionnaire. In addition to the beneficiaries, for reasons related to understanding the general context of the area as well as for future monitoring and post-intervention impact analysis, 69 non-beneficiary households were surveyed in Katogota. In Kaziba, 101 beneficiary households (including 59 parents and 42 SWs) and 47 non-beneficiary households were surveyed. For both sites, a total of 309 households were surveyed.

For the qualitative surveys, semi-structured individual interviews and focus groups (using individual interview guides and focus group guides) were held with the following categories: political-administrative authorities, leaders of mining committees, leaders of targeted primary schools, sex workers in and around the mining site (through their associations), leaders of agricultural associations or agricultural production units, and representatives of traders who operate in local markets.

The main results presented in this report indicate that:

For the baseline study:

- The average weekly income of all households in Katogota is \$25.4. It is \$25.4 and \$27.5 for beneficiary parents and female sex workers, respectively. In Kaziba, households have an average income of \$17.8, with beneficiary parents and SWs having an average of \$19.43 and \$18.4 respectively;
- Although the vast majority (88% and above) of households are poor among all categories of households surveyed in both sites, more households in Kaziba are poor than in Katogota ;
- In both sites, few households diversify their income sources;

- The level of schooling of children within households is low (around 10%) for all categories surveyed in both Katogota and Kaziba;
- The illiteracy rate is high. Indeed, about 40% of the parents in Katogota and Kaziba are illiterate. The SWs in Katogota are less illiterate (20%) than those in Kaziba (57%);
- While the household school drop-out rate is less than 10% in Katogota and Kaziba, it rises to around 40% if the drop-out is due to mining activities;
- If children's clubs are implemented in the future, over 90% of parents and SWs believe that their children can join;
- More than 90% of parents think they can get their children who have dropped out of school to attend recovery centers;
- About 10% of parents in both Katogota and Kaziba believe that children who are in the mine can leave the mining activities for school if the parents become able to pay their school fees;
- Over 75% of households feel they have knowledge of children's rights;
- More than 60% of households among all categories of households surveyed feel they have knowledge of women's rights in Katogota as in Kaziba.

For the market study:

- The three income generating activities which are considered to be the most practiced among all activities in Katogota are, in order of preference, agriculture, petty trade and mining;
- The three income generating activities that are considered to be the most practiced among all activities in Kaziba are, in order of preference, petty trade, agriculture and mining;
- These three most practiced activities are also considered to be the most profitable;
- Maize and cassava are the most profitable crops in Katogota, while in Kaziba the harvest is mainly used for self-consumption;
- The market network for the sale of agricultural products and the sourcing of manufactured goods is larger for Katogota than for Kaziba;
- Almost all the SWs in Katogota and Kaziba have expressed the intention to give up sex work in the next three months;
- In order of preference, finding a more profitable activity, sickness and compulsory government shutdown are the main reasons why SWs may leave their activity;

- Petty trade of various products is the first alternative choice of the SWs in case they leave the sex work. Both in Katogota and Kaziba, the sale of alcoholic drinks, agriculture and handicrafts are the second choices;
- Pig farming is the most profitable activity in both Katogota and Kaziba.

Regarding the organization of Mutual Solidarity Associations (MSAs) and Village Savings and Credit Associations (VSCAs):

- More than 50% of households in Katogota and Kaziba belong to existing MSAs/VSCAs;
- Almost all the SWs in Kaziba are members of MSAs/VSCAs (97.62%);
- Over 80% of households in Katogota and Kaziba intend to join the MSAs/VSCAs that the Panzi Foundation can implement;
- The MSAs of both Katogota and Kaziba are carrying out some projects: mainly cabbage production and pig breeding;
- In Katogota, a member of a MSA contributes an average of 4,000 Congolese francs per month, while a member of Kaziba contributes 4,400 Congolese francs.

Considering these results, the following recommendations can be made for a possible intervention by the Panzi Foundation:

- Petty trade and agriculture are the main activities in which households in Katogota and Kaziba can invest capital and expect to make considerable benefits;
- If the Panzi Foundation does not intend to create MSAs for the project beneficiaries, it can strengthen the management capacities of the existing MSAs in Katogota and Kaziba;
- As chosen by the vast majority of parent beneficiaries and sex workers, cash assistance should be channeled through MSAs;
- In case of cash transfer, Airtel-money or M-pesa are the means to be used;
- Establishing children's clubs in target schools and providing a snack (a small meal) to pupils during break time (even twice a week) can help keep them in school;
- The establishment of remedial centers can encourage children who are still in the mine to leave the mining sector;
- Following the need for the Kaziba market, it is important to set up a cooling room in the market to preserve animal products. In Katogota, a large warehouse could facilitate the storage of various agricultural products and make their conservation and sale easier.

- More sensitization among the population in the two sites to enable them to have a good knowledge of the advantages and functioning of Mutual Solidarity Associations and Village Savings and Credit Associations;
- In terms of project risk, the Panzi Foundation can: (1) set up a system of regular monitoring of members to ensure that they invest the aid (cash) in promising IGAs declared and accepted by the Panzi Foundation, (2) provide its aid in a phased manner (instalments) to limit the risk of inappropriate use of its intervention, (3) sensitize Catholics in relation to the choices of Protestant schools as beneficiaries of the project.

1. Introduction

1.1 Contexte de l'étude

Dans le cadre de son projet de « Réinsertion socioéconomique des enfants, professionnelles de sexe et autres vulnérables vivants dans/autours des sites miniers de Katogota et Kaziba », la Fondation Panzi (FP) a mobilisé un financement auprès du bailleur 'Grand Challenge Canada' pour pouvoir appuyer la prise en charge socioéconomique des femmes et plus particulièrement les professionnelles de sexe (PS) dans les sites miniers de Katogota en territoire d'Uvira et de Kaziba en territoire de Walungu au Sud-Kivu. A cet effet, elle a recruté le Centre d'Expertise en Gestion du secteur Minier (CEGEMI) de l'Université Catholique de Bukavu (UCB) pour une consultance relative à une étude de base et à une étude de marché.

Avant cette étude de base et cette étude de marché, la Fondation Panzi avait déjà procédé à l'identification des bénéficiaires parmi lesquels ont été sélectionnés un nombre réduit conformément aux attentes et aux cibles du projet. La procédure de sélection et les techniques utilisées dans le cadre de l'étude de base et de l'étude de marché sont définies dans la méthodologie. En plus des PS, l'Ecole Primaire 1 Katogota (EP.1 Katogota) à Katogota et l'Ecole Primaire Kashozi (EP. Kashozi) à Kaziba ont été choisies par la Fondation Panzi. Deux catégories des bénéficiaires se sont dégagées :

- Les parents qui ont des enfants dans ces deux écoles ciblées;
- Les professionnelles de sexe vivant dans et autour des sites miniers de Katogota et de Butuzi à Kaziba.

Pour des raisons de suivi future et de l'analyse de l'impact après intervention, à ces deux catégories que nous considérons comme le groupe traité, nous avons ajouté le groupe contrôle ou le groupe des non bénéficiaires qui ont des caractéristiques similaires à celles des bénéficiaires.

1.2 Objectifs de l'étude

De manière générale, cette recherche a eu pour objectif de :

- Réaliser une étude qualitative et quantitative des activités génératrices de revenus en lien avec la réalité locale de chaque site du projet et ses environs mais aussi d'évaluer

le fonctionnement des mutuelles de solidarité (MUSO) et des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) existantes ;

- Mener une étude de base pouvant alimenter les indicateurs de base du cadre de résultats du projet.

De manière spécifique, la recherche a poursuivi les objectifs suivants :

- Évaluer les besoins du marché dans les milieux sélectionnés et les différentes options dans les d'activités génératrices de revenu dans chaque zone, identifier les différents acteurs du marché, les approches de leur travail et le succès atteint qui puisse orienter l'accompagnement des bénéficiaires (parents des enfants des écoles ciblées et professionnelles de sexe vivant autour et dans les sites miniers de Katogota et Kaziba) ;
- Évaluer les contextes social, économique et politique lié à la mise en œuvre des activités génératrices de revenu ;
- Proposer des alternatives en vue d'une meilleure mise en œuvre des activités ;
- Évaluer le fonctionnement des mutuelles de solidarité (MUSO) et des associations villageoises (AVEC) dans chaque zone et étudier les possibilités d'intégrer les bénéficiaires dans le strict respect du principe du Do No Harm ;
- Déterminer les indicateurs de base dans le domaine de la scolarisation, de la réinsertion socioéconomique, la protection des enfants/femmes, du niveau de connaissance des droits des enfants et des femmes, ...

1.3 Méthodologie de l'étude

L'étude a suivi la démarche suivante :

- (i) Une lecture et revue des différents rapports et sources d'information écrits au niveau de la Fondation Panzi et celles qui sont disponibles sur internet ;

Encadré 1: Documents consultés

- La proposition du projet PPA “Socio-economic Alternatives to Mining for Children, Former Sex Workers, and Survivors of Sexual Violence in Artisanal Mining Communities in the Territories of Uvira (Katogota) and Walungu (Kaziba), South Kivu Province, East Democratic Republic of Congo”
- Le cadre logique du projet ;
- Le rapport de la mission d’identification des bénéficiaires des activités du projet de réinsertion socioéconomique des enfants, professionnelles de sexe et autres vulnérables vivants dans /autour des sites miniers de Katogota et Kaziba du 22 au 28 février 2021 ;
- Le rapport relatif à la formation des bénéficiaires de Katogota et Kaziba sur l’organisation et gestion des mutuelles de solidarité en date du 30/03 au 03/04/2021
- Le rapport de la mission de formation des leaders locaux, et professionnelles de sexe autour des sites miniers de Katogota et Kaziba dans le cadre du projet PPA-AURORA
- Le rapport sur les activités des MUSO de Luhwindja de Mai 2021 par la Fondation Panzi
- Différentes publications scientifiques.

Ceci a abouti à un aperçu sur ce que la Fondation Panzi a déjà réalisé dans le cadre du projet PPA à Katogota et à Kaziba au moment de notre étude. Ces informations issues de la revue de la documentation ont servi à la conception des variables et indicateurs, les informations à rechercher, les outils, les techniques de collecte et d’analyse de données sur l’étude de base et l’étude de marché.

- (ii) La collecte des données qualitatives issues des entretiens individuels et groupes de discussion avec les parties prenantes et les personnes ressources. Les visites de terrain ont été organisées dans les villages de Katogota et de Kaziba.
- (iii) La collecte des données quantitatives a été réalisée grâce aux enquêtes ménages auprès des groupes « traité » et « contrôle ». Le « groupe traité » est constitué de deux sous-groupes : (1) les parents des élèves des écoles cibles (groupe 1a) et (2) les professionnelles de sexe (groupe 1b). Le « groupe contrôle » est composé des autres ménages de Katogota et de Kaziba (groupe 2). Comme pour les données

qualitatives, les visites de terrain ont été organisées dans les villages de Katogota et de Kaziba.

- (iv) La lecture croisée des informations qualitatives et l'analyse des informations qualitatives et quantitatives obtenues, avec la possibilité d'approfondir des discussions menées avec les différentes personnes ressources ;
- (v) La formulation des recommandations opérationnelles pour l'intervention dans le cadre du projet PPA.

1.3.1 Informations issues de la documentation disponible

Les sites miniers de Kagota et de Butuzi n'échappent pas aux réalités de l'exploitation minière à l'Est de la RDC. En effet, entre autres caractéristiques de l'exploitation minière à l'Est de la RDC, la littérature indique :

- Que les femmes directement impliquées dans l'exploitation minières pratiquent généralement les activités comme le transport, le lavage et le petit commerce des minerais (Hayes et Perks, 2012). Celles indirectement impliquées sont dans la vente des produits alimentaires et des produits manufacturés, la restauration et la prostitution (Bashwira, 2017). En outre, les enfants participent à toutes les opérations de production des minerais, de l'extraction jusqu'au traitement en passant par le ramassage des minerais à la surface (André et Godin, 2012).
- L'existence des situations des violences des droits humains et plus particulièrement des droits des femmes suites aux circonstances des guerres à l'Est de la RDC. Ces violences ont été liées, entre autres, aux activités minières (Auteserre, 2012). Comme conséquence, de milliers des femmes ont subi des diverses formes de violences sexuelles dans et autour des sites miniers et même plus loin des sites miniers. Il s'est donc observé un recours systématique à la violence sexuelle par les différents acteurs étatiques et non-étatiques afin de terroriser et déstabiliser les populations entières. Comme conséquence, les rapports au sein des communautés qui ont subi ces violences et entre ces communautés et l'Etat congolais se sont détériorés.
- Un faible revenu pour nombreuses catégories d'acteurs. A ce sujet, les recherches de Kilosho (2018, 2016) et Stoop et al. (2016) et bien d'autres ont montré que le revenu issu de l'exploitation minière n'est pas suffisant car ne permettant pas aux ménages des exploitants miniers et à leurs dépendants de sortir de la pauvreté au Sud-Kivu ;

- Un fonctionnement non structuré et faiblement organisé des mutuelles de solidarité (MUSO) et des associations villageoises d'épargnes et des crédits (AVEC) dans et autour des sites miniers (IMPACT, 2017) ;

Ainsi, tenant compte du contexte d'exploitation minière à l'Est de la RDC, la réinsertion socio-économique des acteurs miniers en général, et plus particulièrement, celle des groupes marginalisés comme les enfants, les femmes (y incluses les femmes professionnelles du sexe et les femmes anciennes victimes des violences sexuelles) s'impose afin d'améliorer les conditions de vie des communautés et de contribuer aux ODD 5 et ODD3. C'est dans ce souci que la Fondation Panzi s'est intéressée à la réinsertion socioéconomique qui fait évidemment appel aux activités de remplacement. Il s'agit donc de comprendre les activités économiques, autres que la mine, que peuvent réaliser les adolescentes et femmes professionnelles de sexe et les femmes survivantes des violences sexuelles dans et autour des mines. Parmi les activités alternatives aux activités minières, la littérature propose l'agriculture et le petit commerce comme les principales alternatives pour les exploitants miniers (Kilosh, 2018¹ ; Mukotanyi (2018a ; 2018b) ; Stoop et al. 2016 ; Perks, 2011 ; Smith, 2011).

D'autres part, les activités des professionnelles de sexe et des adolescents dans les sites miniers du Sud-Kivu, en particulier dans les sites de Katogota et Kaziba, n'ont guère fait l'objet de recherches jusqu'à présent. Cela est dû, entre autres, au manque de ressources financières pour réaliser des études ainsi qu'une absence d'intérêt. Ainsi, pour une amélioration de niveau de vie des communautés vivant dans et autour des carrés miniers de Katogota et Kaziba, une compréhension plus approfondie des activités génératrices de revenu, du fonctionnement des marchés ruraux, des déterminants du dropout scolaire, et des raisons de choisir la profession de sexe est une nécessité.

En rapport avec l'éducation des enfants, la lecture du rapport de la mission d'identification des bénéficiaires des activités du projet de réinsertion socioéconomique des enfants, professionnelles de sexe et autres vulnérables vivants dans /autour des sites miniers de Katogota et Kaziba du 22 au 28 février 2021 indique que, pour le site de Katogota et pour l'année scolaire 2019 – 2020:

¹ Le quatrième chapitre de la thèse de doctorat de Kilosh (2018) a été, entre autres, une occasion à étudier les activités alternatives à l'exploitation minière au Sud-Kivu. Cette thèse est téléchargeable au lien suivant : <https://repository.uantwerpen.be/docman/irua/9c309a/150488.pdf> (consulté le 31 mars 2021)

- La capacité d'accueil de l'école ciblée est atteinte et le genre est respecté (soit quatre hommes versus trois femmes) ;
- Sur un total de 576 enfants inscrits, les filles représentent 48,8% ;
- Sur un total de 60 enfants sortis des mines, 38,3 % sont des filles ;
- Comparativement à l'année 2018-2019, le nombre d'enfants qui ont abandonné l'école dans les deux premières années a augmenté de 47,44% ;
- Sur un total de 404 enfants, 55,7% des garçons et 44,7% des filles sont passés de classe. Comparativement à l'année scolaire 2018-2019, 85,5% des élèves sont passés de classe en 2018-2019 contre 70,1% en 2019-2020.
- Le taux de réussite au TENAFEP a baissé : 83,3% des enfants ont réussi au TENAFEP en 2018-2019 contre 95,6% en 2019-2020.

Étant donné que la mission d'indentification des bénéficiaires a été réalisée en février 2021 et les données qui s'y trouvent concernent les années scolaires 2018-2019 et 2019-2020, l'année 2020-2021 n'étant pas encore fini, notre équipe de consultance ne pouvait pas estimer ces variables au cours de l'année car il s'agit des informations qui devraient être capturées annuellement. Par conséquent, l'intervention de la Fondation Panzi peut se baser sur les résultats de ce rapport que nous avons tout de même confirmé à partir des entretiens avec les responsables des écoles.

Pour le site de Kaziba, ce rapport indique que, pour l'année 2019-2020 :

- Sur un total de 593 enfants inscrits, les filles représentent 47,7% ;
- Tous les enfants sortis des mines sont des garçons, soit 38 enfants ;
- Comparativement à l'année 2018-2019, le nombre d'enfants qui ont abandonné l'école dans les deux premières années a augmenté de 13,53% ;
- Sur un total de 353 enfants, 43,3% des garçons et 43,9% des filles sont passés de classe. Comparativement à l'année scolaire 2018-2019, 87,07 % des élèves sont passés de classe en 2018-2019 contre 87,2% en 2019-2020.
- Le taux de réussite au TENAFEP a baissé : 84,7% des enfants ont réussi au TENAFEP en 2018-2019 contre 91,02% en 2019-2020.

En rapport avec les activités exercés par les PS, le rapport indique que :

- Il y a plus de PS qui ne font que cette activité à Butuzi qu'à Katogota, soit 58,33% contre 41,67% ;
- Les PS qui font d'autres activités sont dans le petit commerce (elles sont plus nombreuses à Butuzi qu'à Katogota), ou elles sont des femmes « twangeuse ». Les pourcentages ont été déterminés dans le cadre de l'étude de base pour laquelle nous présentons les résultats dans les points suivants.
- 64% des PS ont l'âge qui varient entre 18 ans et 35 ans, soit une population jeune ;
- La majorité des enfants dépendants des PS ont l'âge variant entre 18 ans et 35 ans ; la tendance est la même entre Butuzi et Katogota.
- Le revenu moyen mensuel des PS est de 75 000 FC à Katogota et 100 000 FC à Kaziba

Aussi, faudra-t-il l'indiquer, nous avons mis à profit les informations issues des différents échanges que nous avons eus à plusieurs reprises avec les personnes impliquées dans cette évaluation au niveau de la Fondation Panzi dont le coordonnateur du projet, le chargé de Monitoring and Evaluation et l'assistant chargé du monitoring et de l'évaluation.

1.3.2 Collecte des informations qualitatives et sélection des personnes clés

Les informations qualitatives qui ont été collectées concernent l'étude de base et l'étude de marché. Les indicateurs suivants ont été identifiés à travers ces deux études : l'exclusion sociale, l'approximation (sur base de déclaration) de la proportion des abandons scolaires (due à l'exploitation minière artisanale), la proportion des enfants pouvant être inscrits aux centres de rattrapage scolaire, la proportion des ménages ayant connaissance de droits humains, Ces données ont permis de répondre aux questions en rapport avec les rôles et méthodes de travail des différents acteurs du marché, les facteurs expliquant l'implication des adolescentes et/ou femmes dans la prostitution dans les mines, les facteurs expliquant le dropout scolaire dans les sites d'étude, l'exclusion sociale, les besoins de la communauté en termes d'aide et les autres questions sociales, sécuritaires, politiques et économiques qui peuvent entraver la réalisation de l'intervention projetée par la Fondation Panzi.

Pour les enquêtes qualitatives, nous avons réalisé les entretiens individuels semi-structurés et les discussions en groupe (focus groupes) au moyen des guides d'entretiens individuels et des guides de discussions en groupes. Pour sélectionner les personnes clés, nous nous sommes entretenus avec les autorités locales étatiques et coutumières. Ces derniers nous ont indiqués les différents acteurs qui, à leurs yeux semblent importants pour notre analyse. En

conjuguant les informations reçues à partir des autorités locales et les objectifs de notre recherche, nous avons rencontré les catégories suivantes : les responsables des comités des exploitants miniers, les responsables des écoles primaires ciblées, les femmes professionnelles du sexe dans et autour du site minier (à travers leurs associations), les responsables des associations agricoles ou des unités de production agricoles et les représentants des commerçants qui opèrent dans les marchés locaux.

Chaque catégorie enquêtée a été soumise à un guide d'entretien adapté aux objectifs du projet. Par exemple, les directeurs des écoles ciblées ont communiqué les informations sur les origines des élèves (caractéristiques de leurs ménages : niveau de pauvreté approximative, activités des parents, distance parcourue pour atteindre l'école, taux de perte, ...), sur les caractéristiques des écoles : conditions de travail, les sanitaires, équipement de base, ...

Lors de la sélection de ces personnes clés pouvant faire partie des entretiens, nous nous sommes rassurés que la personne choisie communiquera les informations capables de répondre à nos questions et qu'elle pourra nous apporter les informations en complément de celles que nous avons déjà reçues. Cette manière de procéder nous a permis de limiter les entretiens dans le temps en tenant compte du critère de la saturation sémantique.

Deux groupes de discussions par site ont été réalisés, un avec les femmes et un autre avec les membres de *pré-muso*. Pour faciliter les discussions en groupe, nous nous sommes rassurés de l'homogénéité du groupe². Six à douze personnes au total ont formé les groupes de discussion.

Les analyses des informations recueillies ont été réalisées grâce à l'analyse du contenu et à la triangulation.

1.3.3 Collecte des informations quantitatives et sélection des ménages

a. Informations et sélection

Les informations quantitatives que nous avons concernent les enquêtes ménages. Il s'agit des informations suivantes : la composition du ménage, le revenu du ménage, la pluriactivité dans les ménages et la diversification de revenu, le taux de dépendance, le niveau

² Nous sommes conscients que l'hétérogénéité présente d'autres avantages notamment la contradiction dans les arguments. Mais nous pensons qu'étant donné le temps imparti pour les enquêtes, l'idée ne serait pas de cibler les divergences de vue.

de pauvreté des ménages, le niveau de scolarité des enfants dans les ménages, le niveau d’alphabétisation, l’appartenance aux associations villageoises d’épargne et de crédit et aux mutuelles de solidarités, les intentions de changer d’activité, les intentions pour les activités de remplacement, les avis par rapport au fonctionnement des MUSO, les motivations des PS à exercer leurs activités actuelles et le choix de type de transfert d’argent en cas d’aide de la part de la Fondation Panzi. Ces données quantitatives ont permis de ressortir les caractéristiques socioéconomiques, sociodémographiques et les intentions des ménages. Le logiciel STATA nous a permis également de dégager les tendances statistiques.

La sélection des ménages des parents bénéficiaires (groupe 1a) et des PS (groupe 1b) s’est faite de manière aléatoire sur base des listes des bénéficiaires (parents des élèves et PS) que la Fondation Panzi nous a fournies. Au total, nous avons sélectionné 67 parents des élèves et 25 PS pour Katogota et 59 parents et 42 PS pour Kaziba. Le tableau suivant résume les effectifs sélectionnés et les effectifs réellement enquêtés (suite aux contraintes indépendantes de la volonté de l’équipe) par site.

Tableau 1 Répartition des groupes d’unités statistiques

Sites	Groupes	Effectifs déclarés identifiés par la Fondation	Effectifs sur les listes obtenues	Effectifs à enquêter (après sélection aléatoire)	Enquêtes réalisées	% enquêtés par rapport aux effectifs sur les listes	% d’enquêtés par groupe sur l’ensemble d’enquêtés réalisés
Katogota	Groupe 1a	240	99	80	67	67,70%	41,60%
	Groupe 1b	50	50	35	25	50%	15%
	Groupe 2	X		40	69		42,90%
Total (Katogota)		290 + X		155	161		100%
Kaziba	Groupe 1a	250	115	80	59	51,30%	39,90%
	Groupe 1b	50	50	35	42	84,00%	28,40%
	Groupe 2	Y		40	47		31,80%
Total (Kaziba)		300 + Y		155	148		100%
Total des enquêtes pour les deux sites		590+X+Y		310	309	99,7	

Nous avons fait usage d’un questionnaire adapté à l’étude de base et à l’étude de marché. Ce questionnaire a été préalablement programmé dans le logiciel *Kobo collect* sur les tablettes. Les analyses statistiques descriptives et inférentielles ont été réalisées dans le cadre de ce rapport.

b. Les mesures dans l'étude de base

Nous avons regroupé les indicateurs de mesure de pauvreté en quatre catégories de manière à informer sur l'état initial des différents bénéficiaires (groupes traités) et des non bénéficiaires (groupe contrôle). Ces catégories sont :

- Les indicateurs monétaires : le revenu du ménage a été mesuré en combinant les revenus déclarés pour la principale activité et le revenu pour toutes les autres activités par individu qui exerce une activité génératrice de revenu dans le ménage. Par l'occasion, pour calculer l'incidence de pauvreté, nous avons recouru au seuil de pauvreté de 1\$ par jour³ pour pouvoir diviser notre échantillon en pauvres et non pauvres.
- Les indicateurs de besoins essentiels : il s'agit ici des indicateurs de capital humain ou de niveau de compétence tel que le taux net de scolarité primaire et le taux d'alphabétisme au sein du ménage.
- Les mesures de la vulnérabilité : le degré de diversité des sources de revenu à travers l'*indice de Chilongo* (2014)⁴, la disponibilité de capitaux permettant aux ménages de faire face aux difficultés temporaires tels que le niveau d'instruction du chef du ménage⁵, l'appartenance (intention d'appartenir) ou non à des réseaux comme le club et les mutuelles de solidarité et les AVEC.
- Les mesures de participation à la vie sociale : à partir des enquêtes qualitatives, nous avons questionné les enquêtés sur l'appartenance à une association religieuse (religion), la perception de fonctionnement des MUSO, l'expérience ou non de la corruption dans différentes structures.

Particulièrement aux enfants, aux droits humains et aux activités économiques à la lumière du cadre logique, les indicateurs suivants ont été retenus⁶ :

- Le pourcentage des enfants bénéficiaires (garçons et filles) dont les parents sont prêts à les faire inscrire au centre de rattrapage scolaire et dans les clubs des jeunes ;
- Le taux de fréquentation scolaire des enfants ciblés ;

³ Dans ces milieux très ruraux, nous avons estimé le seuil à 1\$ au lieu de 1,9\$ tel que le préconise l'ONU et la Banque mondiale.

⁴ L'indice de diversification de sources de revenu proposé par Chilongo (2014) prend de valeurs comprises entre 0 et 1. Un indice de 0 signifie l'absence de diversification dans le ménage alors que celui de 1 indique la forte diversification.

⁵ A partir du niveau du diplôme le plus élevé détenu par le chef du ménage

⁶ Un résumé reprenant uniquement les indicateurs prévus dans le cadre logique du projet se trouve au tableau 25 dans les annexes

- La proportion des bénéficiaires (adolescents et professionnelles de sexe travaillant dans les mines) ayant abandonnés l'exploitation minière artisanale ;
- La proportion des enfants qui ont abandonné l'école pour la mine ;
- Le nombre d'individus ayant pris connaissance de droits humains et du bien-être en général grâce aux activités de sensibilisation ;
- L'amélioration de la santé sexuelle des PS à travers les raisons d'abandon de l'activité des PS (entre autres, la maladie peut pousser les PS à abandonner) ;
- Le taux de fréquentation des enfants dans les centres de rattrapage scolaire (il n'existe pas de centre de rattrapage scolaire), donc le taux est nul lors de l'étude de base.
- Niveau d'abandon scolaire dû aux activités minières ;
- Pourcentage des enfants inscrits (récupération scolaire) à l'école ayant passé la classe au courant de l'année 2019-2020 ;
- Pourcentage des parents structurés en mutuelles de solidarité/associations villageoises d'épargne et de crédit ;
- Pourcentage d'adolescents et professionnelles de sexe ayant adhéré au programme de formation par rapport à la cible attendue ;
- Pourcentage d'adolescents et de professionnelles de sexe ayant complètement abandonné les mines grâce à des actions de formation professionnelle ; le taux est nul lors de l'étude de base.
- Revenus des bénéficiaires vivant dans les domaines ciblés suite aux AGR montées ;
- L'audience ciblée a retenu les messages clés des campagnes de sensibilisation.

c. Les mesures dans l'étude de marché

La plupart des indicateurs ou informations relatifs au marché sont issus des entretiens et des discussions en groupes. Nous avons consacré quelques mesures chiffrées pour les données issues des enquêtes ménages qui ont été complétées par les données collectées pendant les entretiens et discussions en groupe que nous avons réalisés. Les mesures suivantes ont été retenues :

- Activités les plus pratiquées : le score d'importance d'activités a regroupé les activités les plus pratiquées telles que déclarées par les unités statistiques (les ménages) et ce par ordre d'importance. Cette information a été complétée par les données des entretiens et des discussions en groupes.

- Activités les plus rentables : le score d'importance d'activités a regroupé les activités les plus rentables telles que déclarées par les unités statistiques (les ménages) et ce par ordre d'importance. Cette information a été complétée par les données des entretiens et des discussions en groupes.
- Activités alternatives : il s'agit des intentions à exercer les activités de remplacement pour les professionnelles de sexe. Le score de choix d'activité par ordre de priorité a capté l'intention des PS.
- Localisation des lieux d'approvisionnement et des produits : les coordonnées GPS ont permis de localiser les grands marchés les plus proches des sites étudiés. En outre, les déclarations que les enquêtés ont réalisées lors des entretiens et des discussions en groupe ont aidé à localiser (sans coordonnées GPS) différents marchés des produits.
- Les coûts et les bénéfices relatifs à quelques produits agricoles et manufacturés (pour le petit commerce) : les entretiens que nous avons réalisés avec quelques producteurs et commerçants ont indiqués les données chiffrées relatives aux coûts et aux gains qu'ils réalisent dans leurs activités agricoles et commerciales.
- L'organisation des marchés des produits : le type d'acteurs, les types de produits, fixation des prix et le fonctionnement. Parmi ces éléments, le type de produits vendus sur le marché a été aussi capté lors des enquêtes des ménages. Les autres éléments sont qualitatifs tels qu'issus des entretiens et des discussions en groupe.
- Le fonctionnement d'une MUSO : il s'agit essentiellement des informations qualitatives telles que : organisation des réunions, méthode de gestion des conflits entre membres, décision d'octroi de crédit, sanctions et types de décisions. La participation à la prise de décision a été aussi mesurée quantitativement à partir de l'opinion de l'enquêté.

1.3.4 Opportunités et contraintes potentielles avant les enquêtes et pendant les activités de terrain

La première opportunité pour ces études de base et de marché est liée au fait que la Fondation Panzi a un bureau de liaison à Katogota et à Kaziba. Ces bureaux nous ont aidé à rencontrer les autorités afin que nous présentions nos civilités et les informations liées à notre présence dans le milieu (l'objectif de notre mission). Ces bureaux nous ont également fourni les premières informations relatives à l'évolution du contexte du milieu avant que nous entrions en contact avec les enquêtés sélectionnés.

La deuxième opportunité concerne la disponibilité des listes des bénéficiaires (femmes identifiées dans les deux sites et les parents bénéficiaires qui ont des élèves des écoles cibles) et la liste des contacts que la FP avaient eu avec différentes catégories des personnes clés lors de la mission d'identification des bénéficiaires. Nous avons utilisé les listes de ceux qui ont fait partie des entretiens. Ces listes se retrouvent dans le rapport de l'expert (de la Fondation panzi) en éducation, y compris leurs numéros de contact. En fait, il s'agit d'un avantage important pour notre équipe car nous avons eu accès à ces personnes sans beaucoup de peines étant donné qu'elles maîtrisent bien le projet et elles ont participé à la définition des critères de sélection des bénéficiaires. Il s'agit des personnes ressources suivantes : les chefs de groupements, les chefs des villages, les présidents de la société civile et les leaders religieux.

La troisième opportunité est la connaissance des critères de sélection des bénéficiaires⁷. La connaissance de ces critères nous a permis d'organiser les enquêtes avec les personnes bien identifiées préalablement par les commanditaires de l'étude de marché et de l'étude de base (la Fondation Panzi).

La quatrième opportunité se rapporte à la connaissance des indicateurs touchant les parents des enfants pour les écoles. A titre illustratif, nous pouvons citer quelques indicateurs ici :

- Le nombre d'enfants inscrits à l'école : dans nos enquêtes qualitatives, nous avons prévu des questions sur cet indicateur qui nous permettront de distinguer le sexe des enfants par école sélectionnée ;
- Le nombre d'enfants sortis des mines ou des sites miniers ;
- Le nombre d'enfants ayant abandonné l'école au cours de deux dernières années ayant précédé l'enquête réalisée par l'expert en éducation de la FP ;
- Nombre d'enfants ayant passé des classes ;
- Nombre d'enfant ayant réussi au TENAFEP/nombre d'enfants qui ont présenté
- Le pourcentage le plus élevé et le plus bas obtenu au TENAFEP
- Etc.

En termes de contraintes potentielles et à la lumière des résultats issus des différents rapport consultés, il s'est dégagé trois contraintes auxquelles nous nous sommes préparés. D'abord la pluie lors du déplacement le jour de voyage de Bukavu à Katogota en passant par

⁷ Les critères de sélection que la FP avait retenus sont les suivants : (1) être résident, (2) participer aux activités minières dans les sites, (3) être professionnelle de sexe, (4) être reconnue par d'autres professionnelles de sexe sous ce nom et (5) ne pas être bénéficiaires des actions d'un autre projet de la Fondation Panzi.

Ngomo. Ensuite, la distance entre certains ménages enquêtés. Pour y faire face nous avons prévu le frais de transport local des enquêteurs. Enfin, l'indisponibilité de l'enquêté. Nous avons prévu une liste des enquêtés remplaçants quant à ce.

Plusieurs autres contraintes ont été enregistrées pendant la période de terrain à Katogota et à Kaziba. Nous avons (enquêteurs et consultants) fait face aux contraintes ci-après :

- Le jour du voyage de notre équipe de Bukavu vers Katogota en passant par Ngomo, notre véhicule a pris plus de temps que prévu suite à un camion qui était coincé dans la boue barricadant le passage de tous autres véhicules. L'équipe de consultance a dû attendre pendant environ deux heures pour que le passage soit libéré.
- Nous avons logé à Kamanyola parce que nous n'avons pas trouvé d'hôtels où longé à Katogota. Nous nous rendions chaque jour, pendant la période de terrain, à Katogota à bord de moto pour atteindre les enquêtés dans le site présélectionné.
- Nous n'avons pas pu visiter les sites miniers de Katogota car localisés à des endroits moins sécurisés, selon les autorités locales.
- Le jour du voyage de notre équipe de Kamanyola vers Katogota en passant par Ngomo et Nyafunzé, notre véhicule s'est coincé deux fois consécutives dans la boue suite au mauvais état de la route de Ngomo et Kaziba. L'équipe de consultance a dû attendre pendant environ trente minutes dans le tronçon Ngomo, et plus d'une heure dans le tronçon Kaziba pour que le véhicule soit libéré de la boue.
- A Kaziba, nous nous déplaçons généralement à pied pour atteindre les enquêtés car nombreux habitaient dans des quartiers plus ou moins accidentés (à fortes pentes). Nous avons du mal à atteindre ces quartiers à bord de moto.
- Alors que certains enquêtés de Katogota et de Kaziba ne nous ont pas donné leur consentement pour l'interview, d'autres ont été impatients à être enquêtés.

1.3.5 Calendrier des activités de collectes des données

Le tableau suivant décrit la succession chronologique d'activités que nous avons réalisées dans le cadre de cette étude.

Tableau 2: Calendrier des activités de collecte de données

Jour et date	Activités	Responsabilité	Observation
Samedi, le 8 mai 2021 et le Dimanche 9 mai 2021	Formation des enquêteurs	Equipe des consultants	A l'UCB, dans la salle de Réunion du CEGEMI
Lundi, le 10 mai 2021	Test du questionnaire et obtention des ordre de mission	Equipe des consultants & CEGEMI	Chaque enquêteur a enquêté son collègue
Mardi, le 11 mai 2021 (8h00 – 12h)	Activités préparatoires pour la descente au terrain		Lieu de départ : Place de Nyawera (Bukavu)
Mercredi, le 12 mai 2021 (8h00 – 12h00)	Déploiement des enquêteurs et de l'équipe des consultants (voyage : Bukavu-Katogota)		Lieu de départ : UCB
Mercredi, le 12 mai 2021 (14h à 16)	Visa des ordres des missions et présentations du la recherche auprès des autorités politico-administratives du milieu	Equipe des consultants (y compris les enquêteurs)	
Du Mercredi, le 12 au Vendredi 14 mai 2021	Enquêtes qualitatives Enquêtes quantitatives à Katogota	(1) Equipes des consultants et un enquêteur pour les enquêtes qualitatives (entretiens et discussions en groupes) (2) Equipes d'enquêteurs pour les enquêtes des ménages	
Samedi 15 mai 2021 (de 7h à 11h)	Déploiement des enquêteurs et de l'équipe des consultants (Voyage : Kaziba)		Lieu de départ : Kamanyola
Samedi 15 mai 2021 (13h-15h)	Visa des ordres des missions et présentations du la recherche auprès des autorités politico-administratives du milieu Début des enquêtes qualitatives et quantitatives	Equipe des consultants (y compris les enquêteurs)	
Dimanche 16 mai 2021	Enquêtes qualitatives Enquêtes quantitatives à Butuzi	(1) Equipes des consultants et un enquêteur pour les enquêtes qualitatives (entretiens et discussions en groupes) (2) Equipes d'enquêteurs pour les enquêtes des ménages	
Lundi 17 mai 2021	Enquêtes qualitatives Enquêtes quantitatives à Butuzi	(1) Equipes d'évaluation pour les enquêtes qualitatives (entretiens et discussions en groupes) (2) Equipes d'enquêteurs pour les enquêtes des ménages	
Mardi 18 mai 2021 (8h - 14)	Enquêtes qualitatives Enquêtes quantitatives à Butuzi	(1) Equipes des consultants et un enquêteur pour les	

		enquêtes qualitatives (entretiens et discussions en groupes) (2) Equipes d'enquêteurs pour les enquêtes des ménages	
Mardi 18 mai 2021 (15h00 à 17h30)	Retour à Bukavu (Butuzi-Bukavu)	((1) Equipes des consultants et un enquêteur pour les enquêtes qualitatives (entretiens et discussions en groupes) (2) Equipes d'enquêteurs pour les enquêtes des ménages	

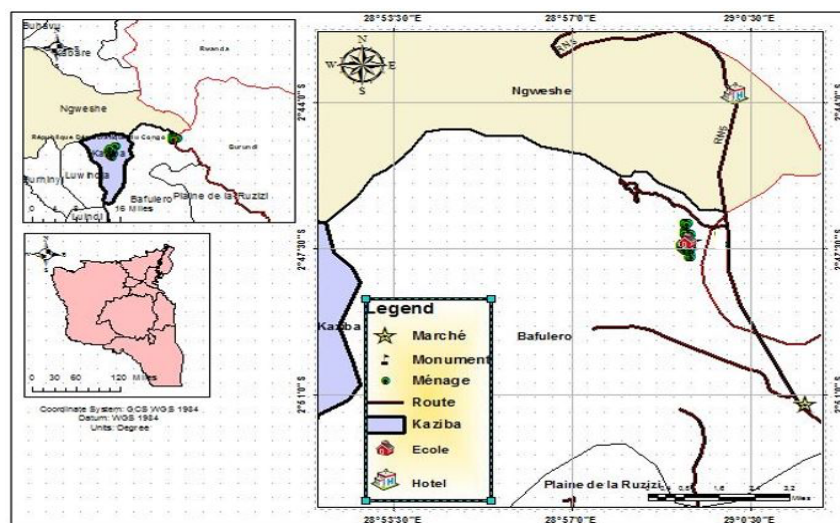
2. Résultats de l'étude de base

2.1 Localisation géographique des sites de Katogota et Kaziba

2.1.1 Site de Katogota

Au regard de la localisation géographique du village de Katogota (figure 1), le grand marché sur lesquels les habitants peuvent écouler leurs produits est soit à Luvungi, soit à Kamanyola (proche de l'hôtel où notre équipe logeait lors de la collecte des données sur le terrain), très loin du village. L'école EP.1 Katogota est localisée très proche de l'essentiel des ménages que nous avons enquêtés.

Figure 1 : Localisation des ménages enquêtés et de différents points importants pour l'étude à Katogota

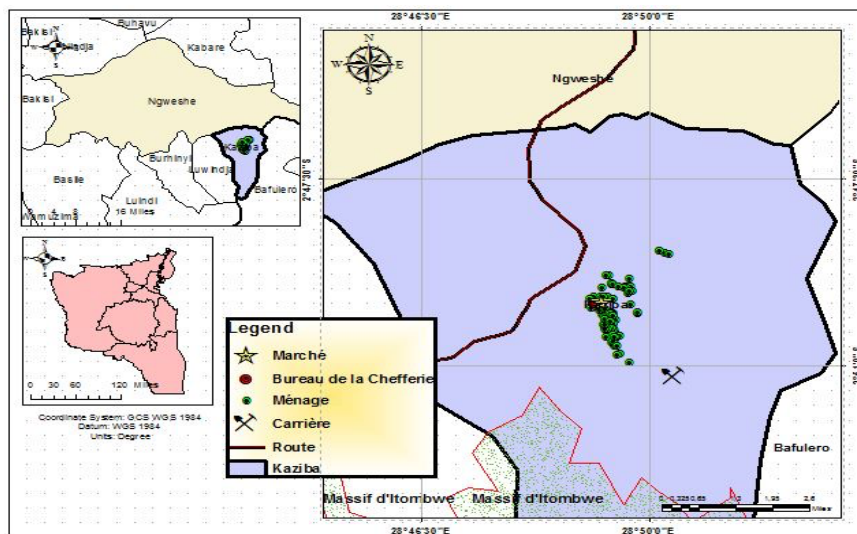


Source : conception des auteurs

2.1.2 Site de Kaziba

La figure 2 ci-contre montre, géographiquement, la localisation des ménages enquêtés, le marché et la carrière minière de Butuzi. Les ménages de Kaziba sont concentrés au centre de la chefferie (y compris les ménages des PS). Le site minier de Butuzi est bien éloigné de l'ensemble des ménages. Les marchés sont situés aussi au centre contrairement à la situation de Katogota où il n'y a pas de grand marché dans le milieu pour l'écoulement des produits agricoles.

Figure 2 : Localisation des ménages enquêtés et différents points importants pour l'étude à Kaziba



Source : conception des auteurs

2.2 Les résultats : situation socio-économique en rapport avec les indicateurs

2.2.1 Niveau de revenu et incidence de la pauvreté

Le tableau n°3 suivants résume le niveau de revenu et de pauvreté des ménages (tous les groupes compris) de Katogota et Kaziba (les parents des élèves des écoles cibles, les PS et les ménages contrôle).

Tableau 3 : Moyenne de revenu hebdomadaire (en dollar) des ménages à Katogota et à Kaziba

Site	Revenu de tous les ménages	Revenu des parents	Revenu des PS	Revenu bénéficiaire (parents et PS)	Revenu contrôle	Niveau de significativité des différences de revenu entre bénéficiaires et non bénéficiaires
Katogota	25,4 \$	25,4 \$	27,5\$	26,00 \$	24,65 \$	Pas significatif (p=0,7059)
Kaziba	17,8 \$	19,43 \$	18,4 \$	19,00 \$	15,50 \$	Pas significatif (p=0,4649)
Ecart absolu des revenus moyens	7,6 \$	5,97 \$	9,1 \$	7\$	9,15 \$	Pas significatif (p=0,6105)
Niveau de significativité des différences de revenu entre sites	**	Pas significatif (p= 0,115)	Pas significatif (p= 0,272)	*	**	
Notes : *** p<0,01 ; ** p<0,05 et * p<0,1						

Il ressort de ce tableau que le revenu moyen hebdomadaire des ménages des Katogota est de 25,4 \$ contre 17,8 \$ pour les ménages de Kaziba. Il s'agit ici de la somme des contributions hebdomadaires de toutes les activités pratiquées par tous les membres au sein du ménage. Cette différence qui est statistiquement significative au seuil de 5% peut être expliquée entre autres par la localisation géographique des sites. Katogota est localisé le long de la route nationale n°5, ce qui facilite les flux commerciaux et qui dessert les grands marchés de Kamanyola et de Luvungi, voire même Uvira et Bukavu. Les ménages des parents des élèves des écoles cibles (EP1 Katogota de Katogota et EP. Kashozi de Kaziba) réalisent un revenu hebdomadaire de 25,4 \$ à Katogota et 19,43 \$ à Kaziba. Toutefois, cette différence n'est pas significative. Aussi, le revenu hebdomadaire des ménages des PS de Katogota et de Kaziba sont respectivement de 27,5\$ et 18,4 \$, mais la différence n'est pas significative non plus.

Pour ce qui est de la diversification des sources de revenu, les figures n°3a et 3b renseignent qu'une grande concentration des ménages de Katogota et Kaziba dépendent d'une seule source des revenus. Bien que le niveau de diversification soit faible dans les deux sites, il apparaît que la diversification est élevée à Katogota qu'à Kaziba.

Figure 3a : Indice de diversification des sources de revenus des ménages de Katogota

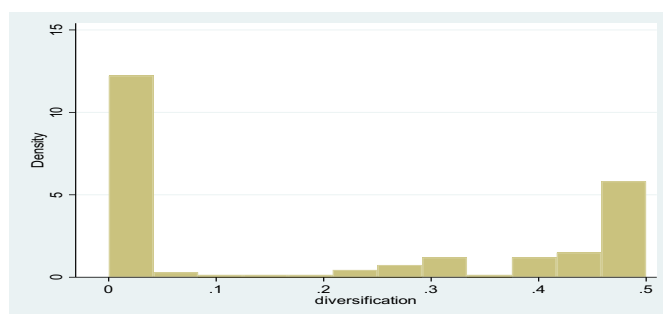
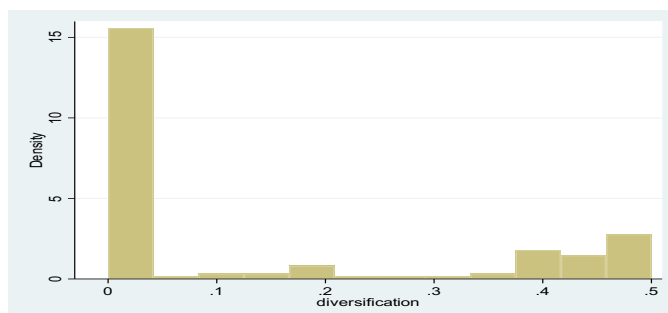


Figure 3b : Indice de diversification des sources de revenus des ménages de Katogota



En termes de niveau de pauvreté, l'indice de pauvreté calculé sur base d'un seuil de 1\$ par jour indique une différence statistiquement significative au seuil de 5%, le nombre des ménages en dessous du seuil étant plus élevé à Kaziba comparativement à Katogota (92,57% contre 81,99% , respectivement). La comparaison entre les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires de Katogota indique une différence non significative en termes d'incidence de pauvreté. Le tableau n° 4 ci-contre renseigne sur les niveaux de pauvreté par groupes.

Tableau 4: Incidence de la pauvreté des ménages à Katogota et à Kaziba

Site	Niveau de pauvreté de tous les ménages	Pauvreté des parents	Pauvreté des PS	Pauvreté des bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	Significativité des différences de niveau de pauvreté entre bénéficiaires et non bénéficiaires
Katogota	81,99%	86,57%	76,00%	83,70%	79,71%	Pas significatif (p=0,5179)
Kaziba	92,57%	94,91%	88,10%	92,08%	93,61%	Pas significatif (p=0,7419)
Significativité des différences de niveau de pauvreté	**	Pas significatif (p=0,1129)	Pas significatif (p=0,2019)	*	**	
Notes : *** p<0,01 ; ** p<0,05						

Dans ce tableau, il s'observe également une différence significative entre les bénéficiaires de Katogota et ceux de Kaziba. En effet, le nombre des bénéficiaires qui sont pauvres est plus élevé à Kaziba comparativement à Katogota (92,08% contre 83,70%). La même tendance est également observée dans le groupe contrôle (93,61% contre 79,71%).

2.2.2 Scolarité

a. Niveau de scolarité du chef du ménage

Le tableau n° 5 suivant indique qu'en général, le niveau d'instruction (scolarité) des chefs des ménages est faible : nombreux parents se sont limités à l'école primaire. Les PS de Katogota, par contre, ont un niveau de scolarité plus élevé que celui des PS de Kaziba. Il sied de signaler aussi qu'il n'existe pas de différence significative en rapport avec le niveau de scolarité entre les bénéficiaires et le groupe contrôle.

Tableau 5: Niveau de scolarité

Site	Niveau de scolarité des chefs des ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X ² (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota (n = 161)						
<i>Aucun</i>	35,50%	39,40%	12%	31,87%	44,93%	Pas significatif
<i>Primaire non achevé</i>	17,50%	18,20%	16%	17,58%	17,39%	
<i>Primaire achevé</i>	13,10%	10,60%	20%	13,19%	13,04%	
<i>Secondaire non achevé (2è)</i>	11,30%	10,60%	28%	15,38%	5,80%	
<i>Secondaire non achevé (4 è)</i>	10,60%	6,10%	24%	10,99%	10,14%	
<i>Diplôme d'Etat</i>	9,40%	13,60%	0%	9,89%	8,70%	
<i>Diplôme de graduat</i>	0,60%	1,50%	0%	1,10%	0,00%	
Kaziba (n= 148)						
<i>Aucun</i>	33,10%	30,50%	42,90%	35,64%	27,66%	Pas significatif
<i>Primaire non achevé</i>	14,90%	13,60%	11,90%	12,87%	19,15%	
<i>Primaire achevé</i>	14,90%	18,60%	11,90%	15,84%	12,77%	
<i>Secondaire non achevé (2è)</i>	9,50%	10,20%	11,90%	10,89%	6,38%	
<i>Secondaire non achevé (4 è)</i>	16,20%	17,00%	16,70%	16,13%	14,89%	
<i>Diplôme d'Etat</i>	10,10%	10,20%	4,80%	7,92%	14,89%	
<i>Diplôme de graduat</i>	1,40%	0,00%	0,00%	0,00%	4,26%	

b. Taux d'analphabétisme dans les ménages

Dans les ménages, le taux d'analphabétisme (ne pas savoir lire et écrire) de Kaziba est plus élevé que celui de Katogota. Le tableau n° 6 suivant résume les fréquences de taux d'analphabétisme par groupes.

Tableau 6: Taux d'analphabétisme à Katogota et à Kaziba par groupe

Site	Tous les ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X2 (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota	39,75%	38,80%	20%	33,70%	47,83%	*
Kaziba	43,24%	40,68%	57%	47,52%	34,04%	Pas significatif (p=0,123)
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0,534)	Pas significatif (p=0,830)	***	*	Pas significatif (p=0,140)	

Notes : *** p<0,01 ; * p<0,1

2.2.3 Adhésion aux clubs des enfants

Ici, nous avons analysé la proportion des parents qui peuvent accepter que leurs enfants adhèrent aux clubs des enfants. Les résultats sont résumés dans le tableau n°7 suivant.

Tableau 7: Proportion des parents qui peuvent accepter que leurs enfants adhèrent aux clubs des enfants

Site	Tous les ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X2 (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota	92,55%	98,51%	92,00%	96,74%	86,96%	Pas significatif (p=0,399)
Kaziba	93,92%	93,22%	97,62%	95,05%	91,46%	**
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0,632)	Pas significatif (p=0,129)	Pas significatif (p=0,282)	Pas significatif (p=0,556)	Pas significatif (p=0,447)	

Notes : ** p<0,05

En majorité (à plus de 90%), les parents bénéficiaires sont prêts à autoriser leurs enfants de faire partie des clubs des enfants à Katogota comme à Kaziba. Dans les entretiens, il ressort que ces clubs peuvent être d'une importance capitale car ils peuvent occuper les enfants et les

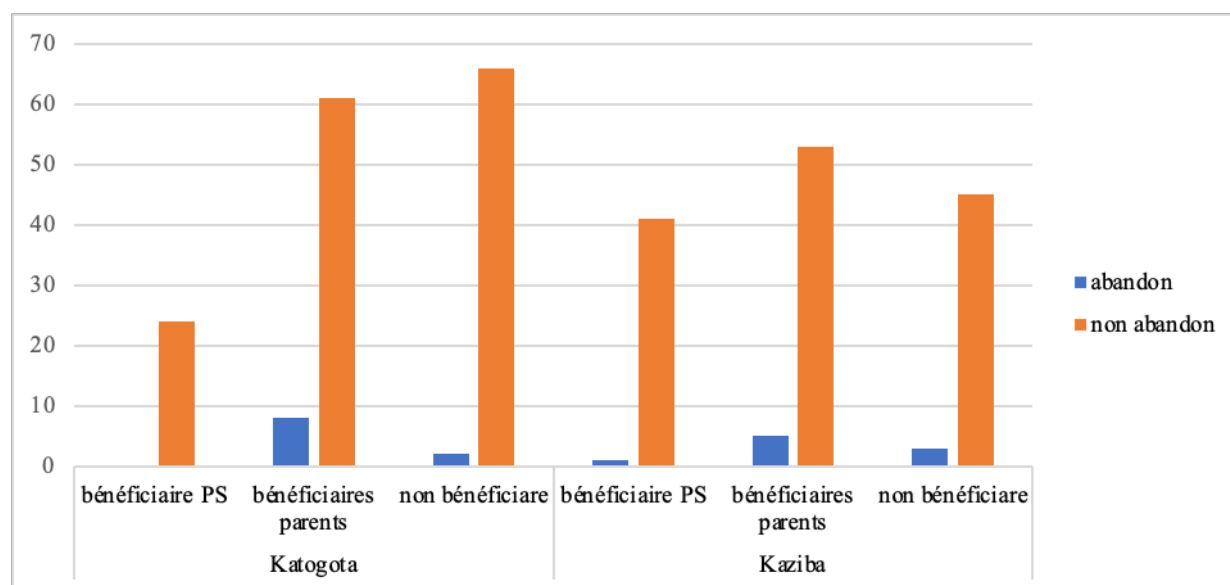
empêcher de penser aux activités minières ou à l'abandon scolaire. Par exemple, à ce sujet, le directeur de l'EP.1 Katogota s'est exprimé en ces termes :

« Une autre activité qui peut occuper les jeunes est le « club des enfants ». A travers ces clubs, les enfants peuvent bénéficier de temps et d'accompagnement en termes d'études. Dans ces conditions, les clubs des enfants peuvent avoir un effet positif sur les scores scolaires des jeunes et des enfants. »

2.2.4 Taux de l'abandon scolaire au sein du ménage

Le taux d'abandon scolaire est trop bas sur les deux sites (voir Figure 4 ci-dessous). Toutefois, on remarque quelques différences entre les groupes. Par exemple, alors qu'à Katogota les bénéficiaires PS n'ont enregistré aucun cas d'abandon scolaire de leurs enfants, à Kaziba on peut noter quelques cas d'abandon. De même, alors qu'à Katogota, les parents non bénéficiaires ont enregistré un taux d'abandon faible par rapport à celui enregistré par les parents bénéficiaires, on observe le contraire pour le cas de Kaziba.

Figure 4: Taux d'abandon scolaire au sein des ménages



Source : confection de l'équipe

2.2.5 Taux de fréquentation des centres de rattrapage par les enfants

Les parents se sont exprimés par rapport à la possibilité qu'ils autorisent leurs enfants à fréquenter les centres de rattrapage. Le tableau suivant indique que les parents (PS, bénéficiaires et non bénéficiaires) à Katogota comme à Kaziba sont en majorité (plus de 90%) prêts à autoriser leurs enfants à fréquenter les centres de rattrapage.

Tableau 8: Taux de possibilité d'autorisation à fréquenter les centres de rattrapage

Site	Tous les ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X2 (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota	92,55%	92,54%	96.00%	93,48%	91,30%	Pas significatif (p=0,603)
Kaziba	92,57%	93,22%	95.24%	94,06%	89,36%	Pas significatif (p=0,310)
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0,994)	Pas significatif (p=0,882)	Pas significatif (p=0.884)	Pas significatif (p=0.867)	Pas significatif (p=0,726)	

2.2.6 Niveau d'abandon scolaire dû aux activités minières

Nous avons calculé le taux d'abandon scolaire au sein des ménages suite aux activités minières.

Tableau 9: Taux d'abandon scolaire au sein des ménages suite aux activités minières

Site	Tous les ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X2 (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota	37,27%	41,79%	24.00%	36,96%	37,68%	Pas significatif (p=0.925)
Kaziba	31,76%	28,81%	42.86%	34,65%	36,96%	Pas significatif (p=0.267)
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0.309)	Pas significatif (p=0.129)	Pas significatif (p=0.119)	Pas significatif (p=0,739)	Pas significatif (p=0.925)	

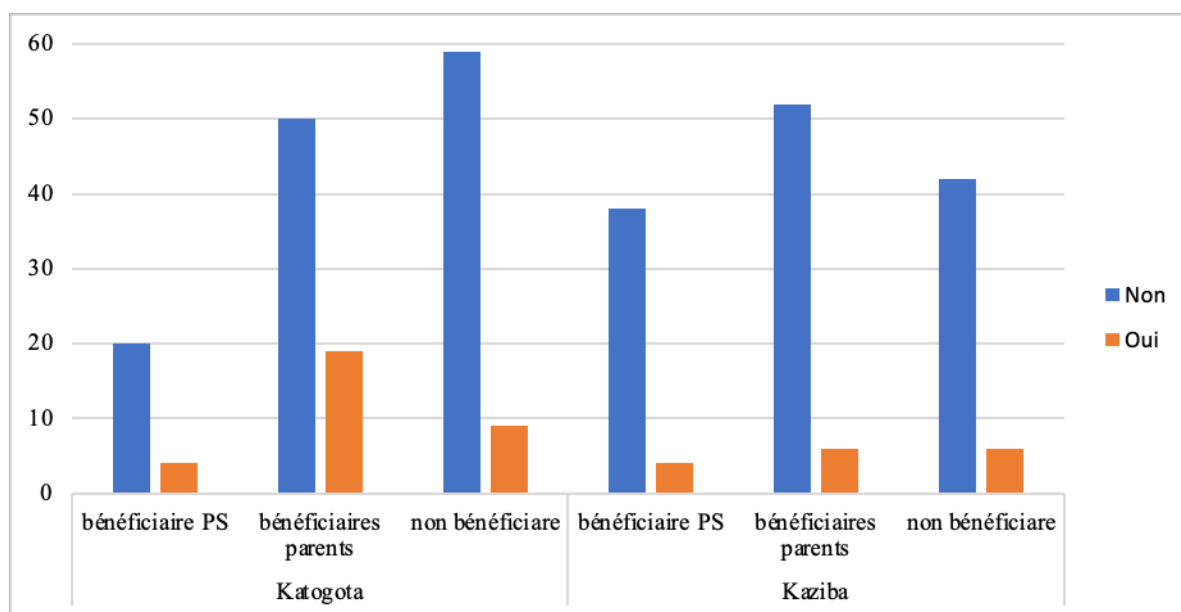
Le pourcentage des enfants dans les ménages qui ont quitté l'école pour se diriger vers l'exploitation minière est de 37,27% à Katogota et 31,76% à Kaziba. Selon les catégories d'enquêtés, à Katogota ce pourcentage est de 41,79% dans les ménages des parents

bénéficiaires, 24% dans les ménages des PS et 37,68% dans les ménages de non bénéficiaires. A Kaziba, ils sont respectivement de 28,81%, 42,86%, 34,65% et 36,96%.

2.2.7 Proportion des parents qui pensent que leurs enfants peuvent abandonner la mine pour l'école

Pour toutes les catégories enquêtées, même si c'est à une faible proportion, l'espoir que les enfants abandonnent la mine pour l'école existe. Comme l'indique la figure n°5 ci-contre, il est plus élevé à Katogota qu'à Kaziba.

Figure 5: Proportion des parents qui pensent que leurs enfants peuvent abandonner la mine pour l'école

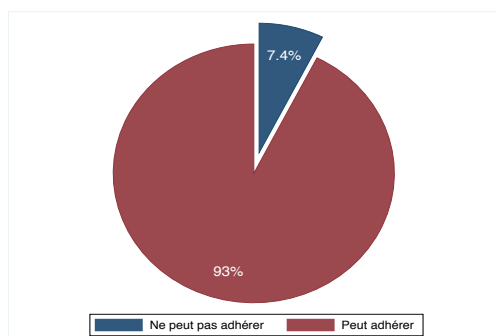


A Katogota par exemple environ 19% des parents bénéficiaires pensent que leurs enfants seraient prêts à abandonner la mine pour retourner à l'école.

2.2.8 Proportion des enfants qui peuvent s'inscrire au centre de rattrapage

A la question de savoir si les parents sont prêts à inscrire leurs enfants au centre de rattrapage et/ou au club des enfants, environ 93% des parents bénéficiaires de Katogota et de Kaziba estiment que leurs enfants peuvent s'inscrire au centre de rattrapage et au club des enfants au cas où ces derniers sont ouverts par la Fondation Panzi. La figure suivante indique ce pourcentage.

Figure 6 : Adhésion des enfants



Dans les échanges que nous avons eu avec les directeurs de l'EP.1 Katogota et de l'EP. Kashozi, ces derniers ont mentionné le fait que ces clubs des enfants peuvent bel et bien servir les parents en protégeant les enfants contre les tentations vers les activités économiques notamment les activités de l'exploitation minière artisanale et celles liées au phénomène « balai » (vers *Rubarika*). L'un des deux directeurs a mentionné ce qui suit :

« Occuper les enfants dans les clubs et centre de rattrapage les évitera d'aller vers le phénomène « rwege »⁸ (ou « balai »). Ceci sera un complément à ce que peuvent faire les parents s'ils ont les moyens pour payer les frais scolaires des enfants. Ces deux options lors qu'elles sont combinées, les enfants peuvent être fidélisés à l'école. Il convient d'aider leurs parents pour pouvoir fidéliser les enfants à l'école. Ceci peut aider pour le développement de la communauté. Par exemple, ces clubs des jeunes peuvent organiser des théâtres, des matchs de football (les interscolaires), des groupes de réflexion sur l'environnement, les droits humains, la santé, droits de l'enfant, ... Dans tous ceci, il faut motiver (payer) le responsable des activités parascolaires. »

2.2.9 Niveau de rétention du message des campagnes de sensibilisation

a. Connaissance sur les droits des enfants

Par rapport à la question de savoir si la population a une connaissance sur les droits de l'enfant, dans les focus groupes que nous avons organisés (à Katogota et à Kaziba) avec les

⁸ « Rwege » c'est un lieu où se trouve une plantation de palmiers à huile que les enfants exploitent pour obtenir les balais.

femmes formées lors de la sensibilisation par la « Fondation Panzi », les femmes ont confirmé avoir retenu les questions abordées lors de la formation que la Fondation Panzi a organisée. Elles comptent les mettre en œuvre dans leurs vie quotidienne.

Tableau 10: Connaissance sur les droits des enfants

Site	Tous les ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X2 (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota	77,63%	85,00%	84,00%	84,71%	68,66%	Pas significatif
Kaziba	79,50%	76,27%	80,95%	78,22%	80,85%	Pas significatif
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif	Pas significatif	Pas significatif	Pas significatif	Pas significatif	

Environ 80% des enquêtés (bénéficiaires et non bénéficiaires) de Katogota et de Kaziba ont déclaré avoir des connaissances sur les droits des enfants.

b. Connaissance des droits des femmes

Le tableau n° 11 suivant renseigne sur le degré de connaissance des droits des femmes au sein des ménages enquêtés.

Tableau 11: Connaissance des droits des enfants

Site	Tous les ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X2 (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota	69,08%	71,67%	84,00%	75,29%	61,19%	*
Kaziba	62,84%	59,32%	64,29%	61,39%	65,96%	Pas significatif (p=0,592)
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0,254)	Pas significatif (p=157)	*	*	Pas significatif (p=60,4)	

Notes : * p<0,1

Globalement, à Katogota comme à Kaziba environ 60% des bénéficiaires ou non bénéficiaires ont des connaissances en rapport avec les droits de la femme. Ceci peut être du, entre autres, à la formation que la Fondation Panzi a organisé juste avant l'arrivée de nos

équipes pour les enquêtes. Peut-être que les enseignements qu'ils ont suivis étaient encore frais pour qu'ils soient positifs en rapport avec la connaissance des droits de la femme. Cependant, la part d'individus (bénéficiaires) qui ont des connaissances sur les droits de la femme est plus élevée à Katogota qu'à Kaziba. Ce dernier site enregistre plus de 70% des individus qui déclarent avoir des connaissances sur les droits de la femme, en moyenne.

3. Résultats de l'Étude de marché

Les résultats que nous présentons ici concernent : les activités économiques qui sont réalisées à Katogota et à Kaziba (les activités les plus pratiquées et les activités de remplacement pour les professionnelles de sexe), l'offre et la demande des produits porteurs ainsi que les lieux d'approvisionnement et de vente de ces produits, le pouvoir d'achat des consommateurs de ces produits, le fonctionnement des marchés et la fixation des prix des biens.

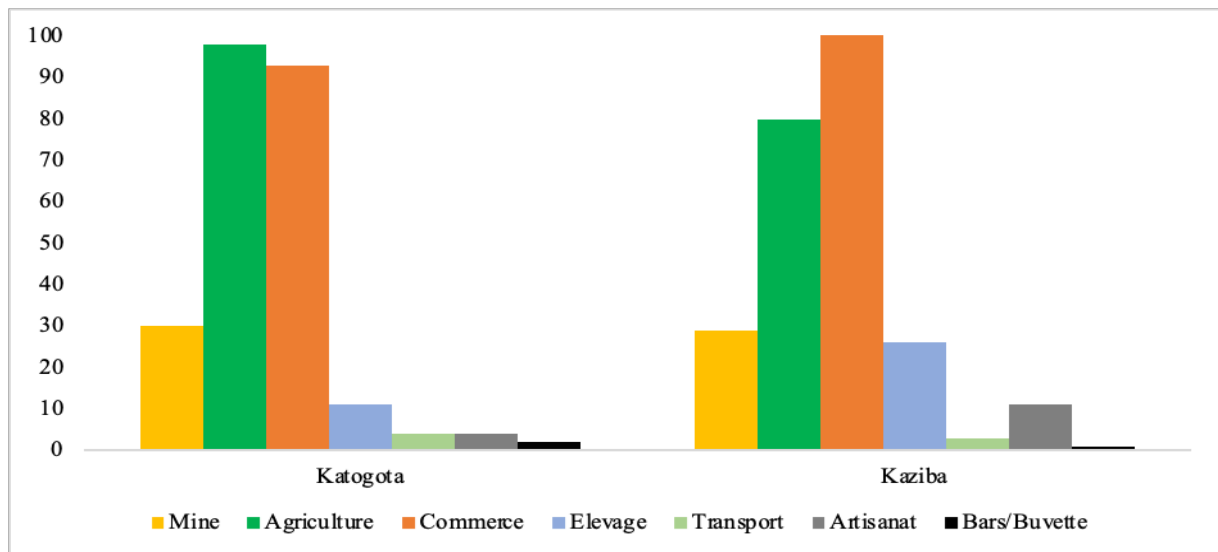
3.1 Les activités économiques

3.1.1 Les activités les plus pratiquées par site

Dans le site de Katogota, les activités suivantes sont considérées comme les « activités les plus pratiquées » (par ordre d'importance)⁹ : agriculture, petit commerce, exploitation minière artisanale, élevage, artisanat, transport, bar/buvette. La figure n°7 suivante permet d'observer cet ordre d'importance des activités à Katogota et à Kaziba.

⁹ Les activités ne sont pas exclusives. L'indice de la pluriactivité ou de la diversification des sources de revenu peut permettre d'identifier que nombreux ménages sont pluriactifs ou diversifient leurs sources de revenu.

Figure 7: Activités considérées comme les plus pratiquées à Katogota



Source : confection de l'équipe des consultants

Les informations qualitatives ont aussi confirmé cette tendance à Katogota. Bien que nombreux enquêtés semblent aussi pratiquer le commerce, ils conservent tout de même leurs activités agricoles. Ceci est d'autant vraisemblable que dans la mesure où, ils estiment que pour croître dans l'agriculture, il y a nécessité d'avoir du cash et surtout avoir un montant considérable (*Focus group avec les femmes regroupées en pré-muso*). Les entretiens individuels avec le représentant de la société civile, le directeur de l'école et les leaders religieux informent aussi que l'agriculture domine parmi les activités économiques du milieu. Les produits agricoles qui sont les plus cultivés par la majorité de la population de Katogota sont, par ordre de préférence, le maïs, le manioc, le haricot, le sorgho et la tomate. A ce sujet, les propos du représentant de la société civile sont les suivants :

« En général, les ménages de Katogota pratiquent l'agriculture. Même les enseignants s'impliquent dans l'agriculture à cause des conditions de vie difficiles. Seulement, les enfants de l'école primaire, peut-être, ne s'y impliquent pas. La culture la plus répandue est celle de maïs, suivie respectivement, de celles de manioc, haricot et sorgho. D'autres ménages pratiquent la culture des tomates. Contrairement à ces autres cultures, la culture de tomate nécessite beaucoup de ressources financières . »

A Kaziba par contre, le petit commerce vient en première position, suivi de l'agriculture, l'exploitation minière artisanale, l'élevage, l'artisanat, le transport par moto et la buvette (petit bar).

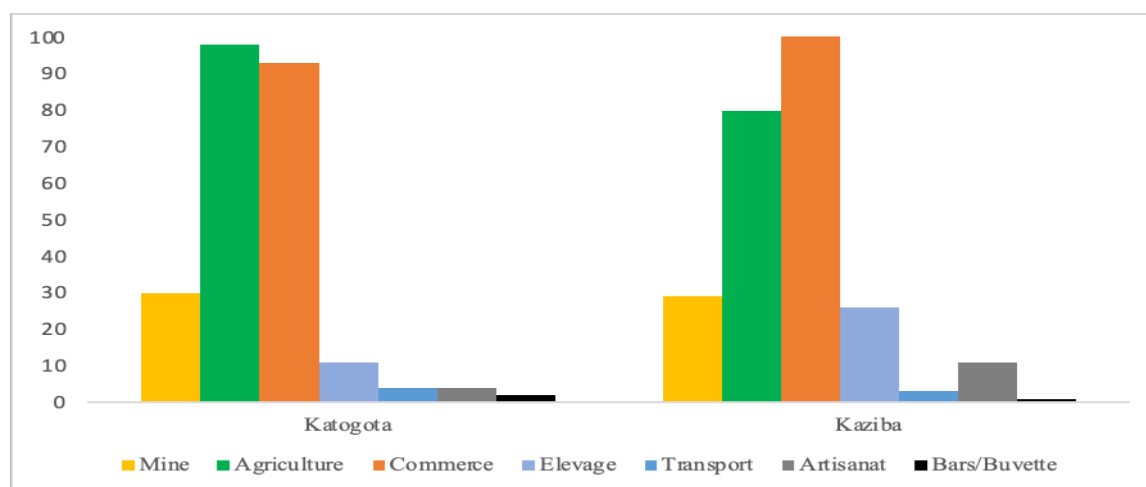
En rapport avec ces activités génératrices de revenu, les entretiens et discussions en groupes réalisés à Kaziba ont indiqué que le sol y est moins productif (le chef de groupement, focus groupes avec les femmes bénéficiaires, le pasteur de l'Eglise 8^e CEPAC). Pour le pasteur de l'Eglise 8^e CEPAC :

Le commerce représente l'activité la plus pratiquée par les ménages de Kaziba. On peut observer que, les femmes, après le champ, vont directement exposer quelques denrées alimentaires (fretins, fruits, etc.) le long de la route. Les produits les plus écoulés sont la farine ordinaire de maïs et la farine de manioc, les fretins (kabucungu), le haricot, le sucre, le riz, le sel.

3.1.2 Les activités les plus rentables

Les ménages se sont prononcés en rapport avec les activités les plus rentables. La rentabilité est ici entendue en rapport avec le revenu que l'activité procure à son pratiquant. Par ordre de préférence, les activités suivantes ont été citées : petit commerce, agriculture, exploitation minière artisanale, élevage, transport, artisanat et bar/buvette. La figure suivante permet d'observer cet ordre d'importance des activités les plus rentables à Katogota. Il ressort de la figure n°8 que l'agriculture est l'activité génératrice de revenu la plus rentable pour tous les ménages de Katogota, en moyenne.

Figure 8: Activités considérées comme les plus rentables



A Kaziba, c'est le petit commerce qui occupe le premier rang des activités les plus rentables (figure 8, supra). Il est suivi, par ordre de préférence, de l'agriculture, l'exploitation minière artisanale, l'élevage, l'artisanat, la buvette (petit bar). Les discussions en groupe que nous avons organisées avec les femmes regroupées en Muso ont aussi indiqué que le petit commerce et l'agriculture sont les activités les plus rentable que d'autres (focus group avec les femmes de Kaziba).

3.1.3 L'intention des PS à quitter la mine ou la profession de sexe dans et autour des mines

Contrairement à Katogota (100% d'enquêtés), à Kaziba, 95,24% des professionnelles de sexe enquêtées ont l'intention de quitter les activités minières dans les trois prochains mois si une aide leur est offerte. Les figures 9 et 10 indiquent le pourcentage des PS qui ambitionnent quitter la mine en cas d'une quelconque aide leur permettant de mieux vivre en comparaison à leur vie actuelle.

Figure 9: Intention des PS de Kaziba de quitter la mine

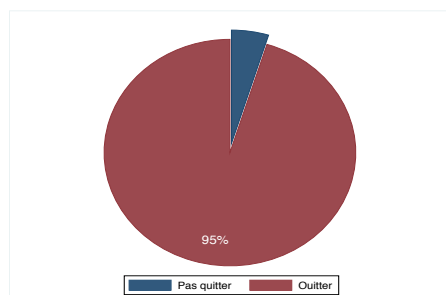
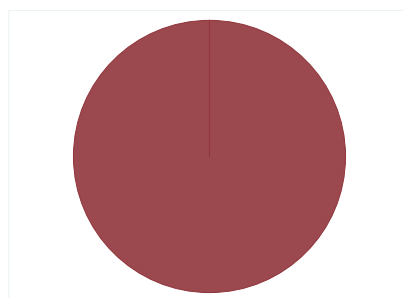


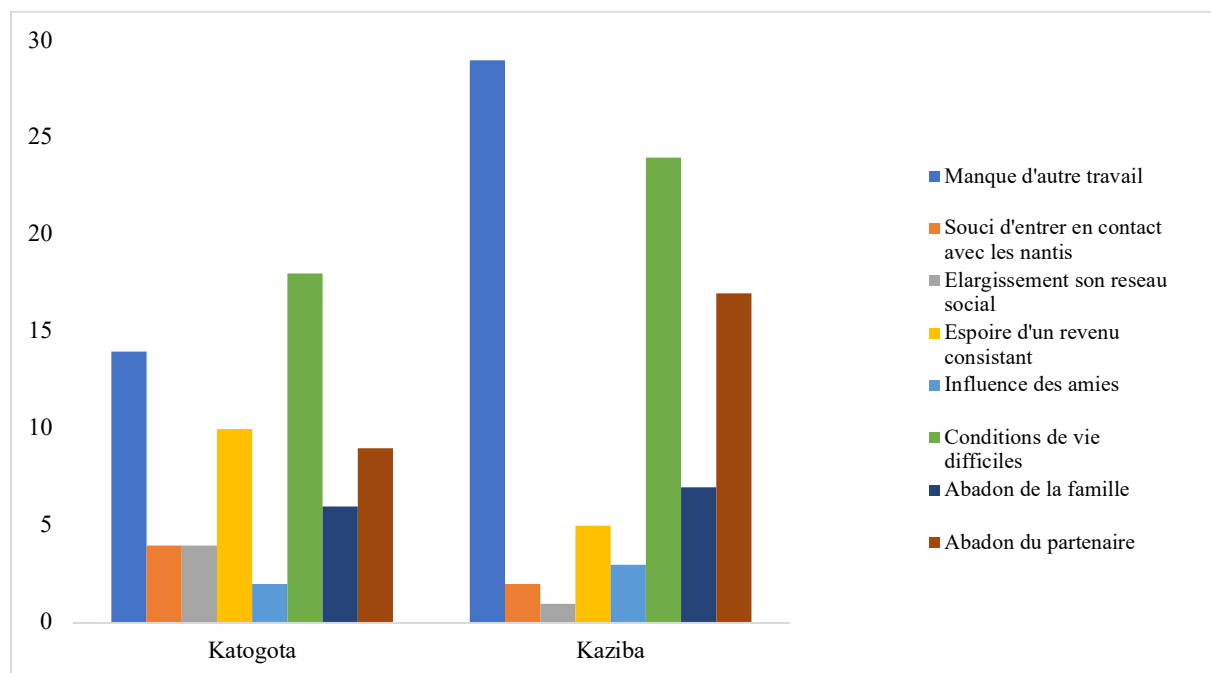
Figure 10: Intention des PS de Katogota de quitter la mine



A la lumière de ces perceptions, il nous semble que l'activité sexuelle que les PS réalisent ne les arrangent pas. Ceci peut s'expliquer par le fait que l'activité n'a pas encore permis aux PS d'atteindre leurs objectifs qui, nous semble-il, seraient dictés par leurs motivations à la pratiquer. Du moins, elles ne parviennent pas à supporter les contraintes que l'activité leur impose (prix du service est bas, maladie grave, ...). Comme la figure n°11

l'indique, nombreuses des PS se sont retrouvées dans la profession de sexe pour les raisons suivantes : le manque d'autre travail, le souci d'élargir le réseau social, l'influence des amies, le fait d'avoir été abandonnée par leurs familles au bas âge, le souci d'entrer en contact avec les gens qui ont les moyens, l'espoir d'un revenu consistant, les conditions de vie difficiles qu'elles menaient à la maison et le fait d'avoir été abandonnée par son partenaire.

Figure 11: Motivations à choisir la profession de professionnelle de sexe



Source : conception de l'équipe des consultants

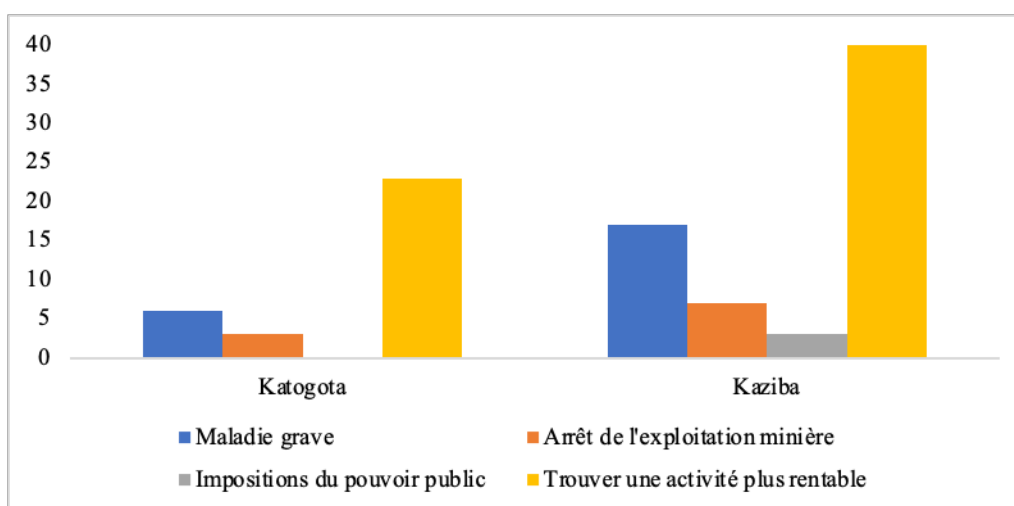
Cette figure informe aussi que, pour les PS de Katogota comme celles de Kaziba, le manque de travail, les conditions de vie difficiles (à la maison), le fait d'avoir été abandonnée par son mari ou par sa famille sont les principales motivations à commencer la profession de sexe. A ce sujet, la présidente des PS de Kaziba s'est exprimée de la sorte :

J'ai l'intention d'abandonner l'activité de profession du sexe. Grâce à la formation organisée par la Fondation Panzi, je suis en train de comprendre que faire la profession du sexe n'est pas une bonne activité. C'est une activité honteuse. En plus, certains hommes refusent d'utiliser le préservatif. Coucher avec des hommes pareils nous exposent à beaucoup de maladies. Bien qu'ils augmentent quelque chose sur le prix du service, les coûts qu'on peut supporter à l'hôpital est trop cher, la bagarre avec les clients qui ne veulent pas payer la facture du service, ... Les matrices peuvent être trouées. Imaginez-vous quand

une professionnelle du sexe couche avec 5 à 10 personnes par jour juste pour avoir un peu de sou pour subvenir à ses besoins quotidiens.

A la question de savoir ce qui peut faire à ce que la PS abandonne la profession de sexe, les PS ont mentionné les raisons suivantes : le fait de trouver une activité plus rentable, une maladie grave, l'arrêt de l'exploitation minière dans la carrière où elles opèrent et l'imposition par le pouvoir public de quitter la mine. Dans l'ensemble, à Katogota comme à Kaziba, les raisons les plus citées sont (par ordre de préférence) : le fait de trouver une activité plus rentable que la profession de sexe, le cas de maladie grave et l'arrêt de l'exploitation minière. La figure suivante indique les raisons d'abandon de l'activité de professionnelle de sexe.

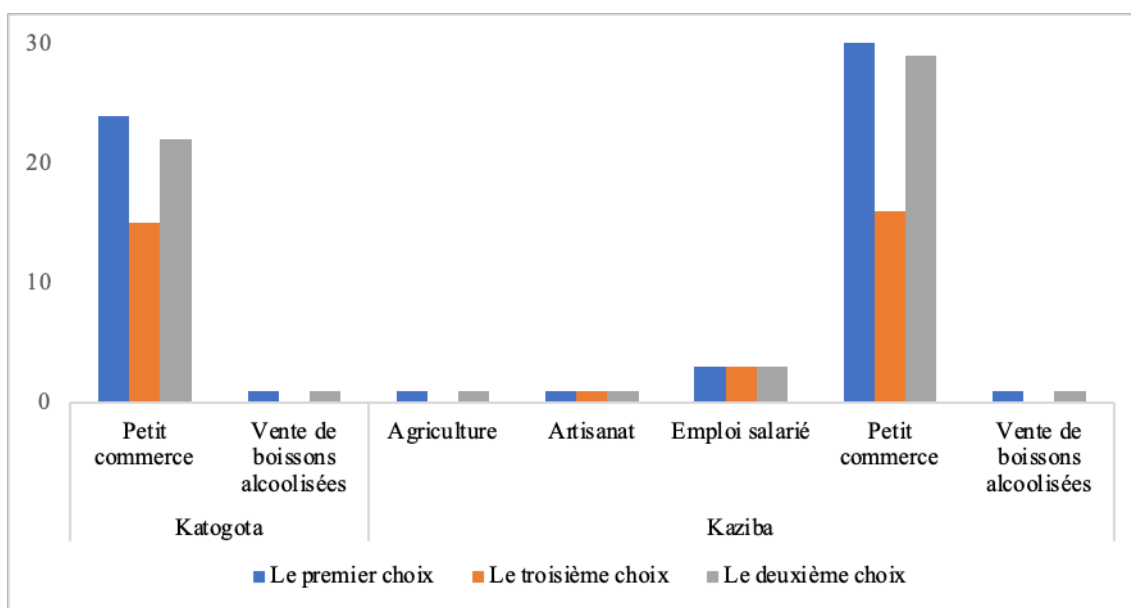
Figure 12: Raisons d'abandon de la profession de PS



3.1.4 Les activités de remplacement des PS

Les PS ont identifié les activités qu'elles peuvent réaliser au cas où elles abandonnent leur profession. Les informations issues des enquêtes des ménages auprès des PS permettent d'énumérer les activités les plus préférées par les PS par site. Pour Katogota, le petit commerce occupe la première place et est suivi, par ordre d'importance, de : l'agriculture, la restauration et la vente de boissons alcoolisées. Pour Kaziba, le petit commerce et l'emploi salarié occupe respectivement les deux premières places. La figure 13 ci-contre indique les trois premiers choix d'activités de remplacement des PS par site.

Figure 13: Activités de remplacement préférées des PS



Cette figure informe que, en termes d'activités de remplacement, le petit commerce occupe la première position au premier, deuxième et troisième choix à Katogota comme à Kaziba. La deuxième activité qui domine les choix est la vente des boissons alcoolisées (pour les PS de Katogota) et l'emploi salarié (pour les PS de Kaziba).

3.2 Les marchés

3.2.1 Le marché de Katogota

A Katogota, il n'existe pas de « grand marché ». Le petit marché qui s'y trouve (à moins de 2 minute de marche à partir de l'EP1 Katogota, l'école cible du projet) sert principalement à la vente des produits alimentaires issus de l'agriculture réalisés dans le milieu et venant des marchés de Kamanyola, Luvungi, voire même Uvira. Les principaux acteurs de ce petit marché sont les femmes vendeuses de ces aliments (manioc et farine de manioc, maïs et farine de maïs, ...). En plus il existe un chef du marché et d'autres jeunes et enfants qui exposent quelques produits de première nécessité tels que le sel, le sucre, le savon, ... Les ventes dans ce marché sont faibles car il n'y a pas assez d'acheteurs, le niveau de vie des ménages étant relativement faible à Katogota comme à Kaziba (voir tableau 3).

En termes d'entreposage des produits, les produits de l'agriculture de Katogota (maïs, manioc, haricot par exemple) sont essentiellement stockés dans les ménages et vendus aux commerçantes (en majorité) et aux commerçants en provenance de Bukavu, Kamanyola,

Luvungi et Uvira. Il n'existe pas de dépôt ni d'entrepôt capable de conserver les récoltes des paysans. Cette situation d'incapacité de conservation expose les agriculteurs à des pertes énormes. Il y a donc nécessité d'un dépôt ou d'un entrepôt pour les agriculteurs de Katogota au cas où les interventions de la Fondation Panzi s'intéresseraient à l'agriculture.

Les produits manufacturés qui font l'objet du petit commerce sont essentiellement exposés dans des petites boutiques le long de la route nationale n°5. Il s'agit des produits d'habillement (habits, souliers, ceintures, ...). Au total, l'association des commerçants de Katogota comprend 23 membres. En majorité ces membres n'opèrent pas avec des chiffres d'affaires très considérables. L'expérience de l'un des commerçants du milieu peut être résumé dans l'encadré 2 suivant.

Encadré 2: Expérience d'un commerçant qui a réussi

J'ai commencé par les cultures de **maïs**, **manioc** et **tomates**. La culture de tomate est ma source principale de revenu. C'est l'argent issu de la culture des tomates qui avait financé la boutique que je dispose et ma maison que j'utilise comme une « buvette ».

Après, j'avais constaté qu'il n'y a pas des offreurs de produits manufacturés dans la localité de Katogota. Pour payer le savon ou du sel, tout le monde se rendait soit à Luvungi soit à Kamanyola. J'ai alors ouvert un petit kiosque (petite boutique) où je vendais les petits produits comme le savon, sel, etc. C'est le commerce qui me prend beaucoup de temps pendant la journée actuellement. Il est mon activité principale. Je vends le savon (en gros), les boissons sucrées et alcoolisées (*primus* et *amstel*), les chaussures, etc. Je peux dire que le revenu issu de l'agriculture peut être investi dans le commerce et vice-versa. Pour moi, ces activités se complètent mutuellement.

N'y était le pillage (3 fois), je serai bien aujourd'hui. J'ai commencé avec le commerce en 2013. Je ne regrette pas de faire le commerce jusqu'aujourd'hui. Si j'avais de fonds, je pouvais accroître mon activité en ajoutant les produits comme l'huile, la farine de bleu, le sucre. Ceci aiderait beaucoup des gens de ce village.

Aujourd'hui, en plus du commerce et de l'agriculture, je dispose d'un moulin. Je transforme seul le maïs et je vends la farine de maïs aux populations de Katogota et de Kaziba.

Je conseillerais aux mamans de faire l'**agriculture et/ou le commerce**. Pour l'agriculture, je leur conseillerais de s'impliquer dans la culture de maïs (trois récoltes par an alors que les dépenses ne sont pas énormes comme celles de la culture de manioc). Les acheteurs de notre maïs sont les mamans de Bukavu et d'Uvira.

Le **commerce de pagnes** aussi procurerait beaucoup de revenus aux pratiquants. Il y a beaucoup de clients et peut d'offeurs des pagnes. Certains clients maquent où se rendre pour payer les pagnes ici. Parfois les femmes agriculteurs offrent une quantité de maïs en contrepartie d'un pagne.

Je peux aussi dire que l'**élevage de porcs** est plus rentable : après six mois un porc femelle donne environ 8 petits. Les problèmes dans l'élevage c'est le manque de vétérinaires alors qu'il y a beaucoup de maladies qui attaquent les bétails.

Pour ce qui est des contraintes dans le commerce, je peux dire que nous avons du mal à trouver le dollar parce qu'il n'y a pas de changeurs ici (« **cambistes** »). En plus, nous n'avons pas de moyens (capital). Nous avons aussi une faible connaissance en business et/ou en entrepreneuriat. En termes d'opportunités, j'ai réalisé que dans le commerce il y a beaucoup de clients, peu de taxes alors que nous avons la capacité de faire le commerce.

3.2.2 Offre : production et vente

Nous avons analysé l'offre des différentes productions qui sont réalisées dans le milieu. Nous avons aussi sélectionné quelques tableaux d'exploitation qui permettent de renseigner sur certains produits vendus sur le marché. Il s'agit des produits agricoles tels que la production du maïs, la transformation du maïs et la production du manioc et des produits de l'élevage comme le porc qui est le bétail que la majorité de la population élève.

a. Katogota

- L'élevage

Les enquêtes quantitatives dans les ménages ont permis de dégager les éléments relatifs à la tendance globale de types d'élevage que les ménages de Katogota réalisent. En fait, les types d'élevage qui sont les plus pratiqués concernent les animaux suivants : le porc (**55, 28%**), la chèvre (30,43%), les poules et canards (8,07%) et la vache (6, 21%).

A titre illustratif, le tableau d'exploitation de l'élevage de porc, l'animal le plus élevé, se présente comme suit :

Tableau 12: Tableau d'exploitation de l'élevage des porcs (coût et gain)

Eléments de dépenses	Quantité	Unité	Fréquence	Prix unitaire (\$)	Prix total (\$)
(1) Dépenses d'exploitation					211
Frais d'achat porcins	3	Tête	1	40	120
Frais d'achat nourriture	1	Semestre	1	91	91
(2) Revenus de la vente des porcs	3	Semestre	1	150	450
(3) Rentabilité sur les ventes (%)					53,11

En sommes, un porc acheté, élevé et vendu permet de réaliser une rentabilité de 53,11 % sur le chiffre d'affaires sans tenir compte du fait que le porc peut mettre bas. En cas de la mise bas, un porc élevé à Katogota produit en moyen huit porcins. Si l'éleveur décide de garder les porcins jusqu'à leur maturité, il n'aura pas supporté le coût d'achat des porcins. Dans ces conditions, chaque porc engendré par le porc qu'il avait acheté lui ramènera, après 5 à 6 mois, environ 120\$ lors de sa vente. Les propos du président de la société civile qui est en même temps éleveur occasionnel des porcs et ceux du diacre de l'église catholique à Katogota renseignent que l'élevage de porc est le plus rentable que toute autre forme d'élevage.

Pour le président de la société civile, « *Si on a un porc aujourd'hui, on peut payer une vache au bout de deux ans* ». Pour le diacre de l'Eglise catholique à Katogota :

Le porc est l'élevage le plus rentable dans le milieu. Bien que l'élevage de porcs soit rentable, il est tout de même important de noter qu'on pratique une technique d'élevage archaïque ici. L'élevage moderne nécessite beaucoup de moyens.

- L'agriculture

Les entretiens que nous avons réalisés nous ont permis de sélectionner (par ordre de préférence) le maïs, le manioc et le riz comme les produits agricoles les plus cultivés. Nous présentons ici les tableaux d'exploitation de la production du maïs et manioc ainsi que le tableau d'exploitation de la transformation du maïs.

Tableau 13: Production du maïs¹⁰

Eléments de dépenses	Quantité	Unité	Fréquence	Prix unitaire (\$)	Prix total (\$)
(1) Dépenses d'exploitation					137
Frais de location champ	4	Carré	1	10	40
Frais d'achat semences	1	Petit bassin	1	2,5	2,5
Frais d'ensemencement du champ	4	Personnes	1	2	8
Frais d'entretiens	9	Personnes	2	2	36
Frais de récolte	5	Personnes	1	2,5	12,5
Transport : champ vers le ménage agricole	1	Vélo	16	1,25	20
Frais de séparation de maïs sur le régime	40	Bassin	1	0,15	6
Frais d'achat sac vide	24	Sac	1	0,5	12
(2) Revenus de la vente de maïs	8	Sac	1	30	240
(3) Rentabilité sur les ventes (%)					42,92

Il ressort de ce tableau qu'en cas de vente de la totalité de la production, le revenu sur quatre carrés est de 240 \$ par saison culturale (4 mois), soit une rentabilité sur le chiffre d'affaires de 42,92%. Cependant, comme l'a mentionné le diacre de l'Eglise Catholique à Katogota, il sied de noter que pendant la période de récolte les prix sont tellement faibles que certains ménages préfèrent garder leurs productions en stock:

¹⁰ L'estimation de la production de maïs sur un champ de 4 carrés est de 16 sacs de régimes de maïs de 150 à 170 kg (en cas de bonne production). Huit sacs de régimes de maïs de 150 à 170 kg donnent 8 sacs de maïs. Le prix d'un sac de maïs coûte 30 USD. La culture de maïs dure 4 mois.

« Ici, dans presque toutes les maisons il y a de stock de maïs. Les producteurs gardent leur production en stock parce que le prix de maïs est faible pendant cette période où vous nous interrogez. »

En ce qui est de la transformation du maïs (en utilisant le moulin afin d'obtenir de la farine de maïs), nos entretiens nous ont permis de dégager le tableau d'exploitation suivant :

Tableau 14: Transformation du maïs¹¹

Eléments de dépenses	Quantité	Unité	Fréquence	Prix unitaire (\$)	Prix total (\$)
(1) Dépenses d'exploitation					21,04
Frais d'achat mazout	20	Litre	1	1	20
Frais d'achat huile moteur	1	Fois	1	0,21	0,21
Frais d'entretien moulin	1	Fois	1	0,83	0,83
(2) Revenus de la transformation du maïs					32,5
(3) Rentabilité sur le revenu de la transformation (%)					35,26

La transformation des maïs en farine permet de dégager un revenu de 32,26\$ après 2 à 3 jours de travail pendant la période de la récolter ou 4 jours pendant les autres périodes, soit une rentabilité sur le revenu de la transformation de 35,26%¹².

En rapport avec la production du manioc, il ressort du tableau n°15 ci-contre que le manioc est aussi rentable.

Tableau 15: Production du manioc¹³

Eléments de dépenses	Quantité	Unité	Fréquence	Prix unitaire (\$)	Prix total (\$)
(1) Dépenses d'exploitation					320
Frais de location champ	16	Carré	1	10	160
Frais d'ensemencement du champ	8	Personnes	1	2	16
Frais d'entretiens	18	Personnes	4	2	144
(2) Revenus de la vente de manioc					800
(3) Rentabilité sur les ventes (%)					60

¹¹ La machine (moteur et accessoires) coûte actuellement 900\$ (en mai 2021). Il s'agit d'un investissement durable, nous ne pouvons donc pas l'intégrer dans le calcul des coûts liés à la transformation, ce tableau reprenant les charges d'exploitation uniquement.

¹² Pour le propriétaire du moulin, il est difficile de savoir, combien de Kg de maïs sont moulus pour dégager ce gain. Tout dépend de la fréquence des clients et de la rapidité du machiniste.

¹³ Les semences sont gratuites. L'acheteur de manioc s'occupe seul de la récolte. La vente se réalise dans le champ. Le prix est fixé en fonction de la taille de la production dans le champ. La culture de manioc dure une année.

Sur 16 carrés, après une année de travail de champs, le cultivateur réalise un revenu de 800\$, soit 60% de son chiffre d'affaires. Au cas où, le cultivateur est en même temps propriétaire du champ, il réalisera une rentabilité encore plus élevée ; elle sera de 80% du chiffres d'affaires.

3.2.3 Marchés d'approvisionnement

a. Katogota

Les habitants de Katogota s'approvisionnent dans différents marchés et sont en contact avec plusieurs acteurs. Le tableau n°16 suivant reprend les produits, les marchés d'approvisionnement, les marchés de vente et la provenance des acheteurs.

Tableau 16: Les marchés des produits pour le site de Katogota

Produits	Marché d'approvisionnement	Maché de vente	Provenance des acheteurs
Produits agricoles et de pêche			
Maïs et farine de maïs		Katogota (quelques fois à Luvungi et à Kamanyola)	Bukavu, Kamanyola, Luvungi, Uvira, Kaziba
Farine de manioc		Katogota	Bukavu, Kamanyola, Luvungi, Uvira, Kaziba
Riz		Katogota	Bukavu, Kamanyola, Luvungi, Uvira, Kaziba
Tomates	Katogota	Katogota, Luvungi, Kamanyola	Bukavu, Kamanyola, Luvungi, Uvira, Kaziba
Fruits		Kaziba	Kaziba
Fretins	Uvira, Luvungi	Katogota	Katogota
Produits d'élevage			
Porcs	Luvungi, Katogota	Katogota, Kaziba, Luvungi	Luvungi, Katogota, Uvira
Chèvre	Luvungi, Kamanyola, Katogota	Katogota, Kaziba, Luvungi	Luvungi, Katogota, Kamanyola, Uvira, Bukavu
Poules	Katogota	Katogota, Kamanyola, Luvungi	Katogota, Luvungi, Kamanyola, Uvira
Produits manufacturés			
Boisson alcoolisée et non alcoolisée (brassée)	Burundi, Bukavu	Katogota	Katogota
Savon	Bukavu, Kamanyola	Katogota	Katogota
Sel	Bukavu, Kamanyola	Katogota	Katogota
Sucre	Bukavu, Kamanyola	Katogota	Katogota
Habillement (pagnes, chaussures, ...)	Bukavu, Goma, Uvira	Katogota	Katogota
Divers	Bukavu, Goma, Uvira	Katogota	Katogota

b. Kaziba

Les habitants de Katogota s’approvisionnent dans différents marchés et rentrent en contact avec nombreux acteurs. Le tableau suivant reprend les produits, les marchés d’approvisionnement, les marchés de vente et la provenance des acheteurs.

Tableau 17: Les marchés des produits pour le site de Kaziba

Produits	Marché d'approvisionnement	Maché de vente	Provenance des acheteurs
Produits agricoles et de pêche			
Maïs et farine de maïs	Katogota, Kamanyola et Bukavu (farine de maïs)	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Ngweshe, Luhwindja, Burhinyi
Farine de manioc	Bukavu, Kamanyola	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Ngweshe, Luhwindja, Burhinyi
Riz	Bukavu, Kamanyola	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Ngweshe, Luhwindja
Tomates	Katogota	Kaziba	Kaziba, Luhwindja
Fruits	Kaziba, Katogota, Kamanyola	Kaziba	Kaziba, Luhwindja
Fretins	Kamanyola, Bukavu	Kaziba	Kaziba, Luhwindja
Produits d'élevage			
Porcs	Kaziba, Katogota	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Luhwindja, Burhinyi
Chèvre	Kaziba, Katogota, Kamanyola	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Luhwindja, Burhinyi
Poules	Kaziba	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Luhwindja, Burhinyi
Produits manufacturés			
Boisson alcoolisée et non alcoolisée (brassée)	Bukavu, Luhwindja	Kaziba	Kaziba
Savon	Bukavu, Kamanyola, Goma	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Luhwindja
Sel	Bukavu, Kamanyola, Goma	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Luhwindja
Sucre	Bukavu, Kamanyola, Goma	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Luhwindja
Habillement (pagnes, chaussures, ...)	Bukavu, Goma	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Luhwindja
Divers	Bukavu, Goma	Kaziba, Luhwindja	Kaziba, Luhwindja

Dans les entretiens que nous avons organisés, le pasteur de l’Eglise de la huitième CEPAC à Kaziba a reconnu l’existence de différents marchés d’approvisionnement et de vente pour différents produits en ces termes :

« Les commerçants s’approvisionnent à Bukavu. D’autres s’approvisionnent à Kamanyola (pour la farine de maïs et celle de manioc). Les consommateurs sont

généralement les ménages de Kaziba et un petit nombre de ménages de Luhwindja. Les produits sont écoulés sur le marché de Luakabiri, organisé chaque mardi et samedi. Les acteurs impliqués dans ce marché sont les vendeurs (grossistes et détaillants), les acheteurs, les vendeurs d'or, les bradeurs de monnaie, les collecteurs des taxes/patentes. Les bazibaziba dominent sur le marché. Les bafuliru et les gens de Ngweshe sont également présents sur le marché. »

3.2.4 Fonctionnement des marchés

a. Katogota

Le marché de Katogota est petit en nombre et en produits. Lorsque qu'on parle des grands marchés, les habitants de Katogota voient les marchés de Luvungi et de Kamanyola. Toutefois, comme nous l'avons mentionné précédemment, il existe un petit marché à proximité de l'EP1 Katogota qui opère régulièrement mais il n'est presque pas plein tous les jours. Il y a tout de même un chef du marché qui répond au chef de groupement et qui aide le groupement, en collaboration avec les taxateurs du groupement, à collecter les petites taxes. Nombreux vendeurs se dirigent vers Luvungi ou Kamanyola ou, à limites ils exposent leurs produits le long de la route nationale n°5.

Sur le marché, à Katogota, il existe un certain degré de marchandage des produits agricoles qui ne semble pas être favorable aux agriculteurs vendeurs. A titre d'exemple, un des agriculteur que nous avons rencontré nous indiqué ce qui suit :

« Un sac de maïs de 130 à 150 kg coute généralement 60 000 FC. Les acheteurs ne veulent pas utiliser la pèse. Ils utilisent le bassin. Cette mesure nous décourage parce qu'elle profite aux acheteurs. »

b. Kaziba

Le fonctionnement du marché de Kaziba que nous présentons ici dans l'encadré est la description que le président central de tous les marchés de Kaziba nous a faite :

Encadré 3: Fonctionnement du marché de Kaziba tel que décrit par le président de la FEC

Il y a deux marchés ici, le marché de Kabiri et celui de Katudu. Pour gérer ces marchés nous nous organisons en cellule ou rayon. Il y a une cellule pour chaque article. Par exemple la cellule des denrées alimentaires, la cellule des divers, etc. Chaque cellule est représentée par un président. En cas de problème dans sa cellule, il intervient. S'il n'arrive pas à régler la question, il me fait rapport comme son chef. S'il arrive à régler le problème, la situation se gère au niveau de la cellule. Nous avons également une police. Lorsqu'il y a un problème sur le marché, on envoie notre police pour faire l'inspection et faire le rapport du terrain. Je n'ai pas le droit d'arrêter un acteur sur le marché, lorsqu'il y a un problème sur le marché que je ne sais pas régler, je contacte la police de la chefferie.

La chefferie collecte les taxes via ses taxateurs. Les taxes collectées par la chefferie peuvent être utilisées pour faire l'entretien du marché, la construction du marché, etc. La chefferie collecte également la taxe sur l'abattage de vaches. Elle me paie un montant de 10 000 FC chaque jour du marché.

Il y a aussi un comité d'abattage. Celui-ci collecte une taxe de 10% du montant de la taxe de la chefferie sur l'abattage qui est fixée à 20 000 FC. Donc le comité d'abattage collecte 2 000 FC. Sur ces 2 000 FC, 60% rentrent dans la caisse du comité d'abattage et 40% me reviennent comme président central des marchés de Kaziba.

On paie aussi le service du vétérinaire. Il y a une taxe avant d'abattre la vache. Il s'agit d'une taxe de la province.

Les grossistes (acheteurs) qui viennent des autres chefferies comme Ngweshe, Luhwindja, etc. sont aussi présents sur les deux marchés.

Pour avoir une place ou un lieu d'étalage dans le marché, le commerçant doit rencontrer le président central du marché. Pour avoir une place d'étalage des produits, le prix est de 5 \$. Pour les commerçants qui sollicitent une place à l'extérieur du marché, ils paient seulement 3000 FC. Alors que ceux-là qui paient 5 \$ reçoivent un reçu, ceux qui paient 3 000 FC ne reçoivent rien comme pièce justificative. Je prends tout l'argent, j'amène dans la caisse de la chefferie et on me remet le bordereau.

Il y a un besoin urgent dans ce milieu de mettre à la disposition des marchés une **chambre froide** pour conserver les produits d'origine animale.

3.2.5 Transfert du cash aux bénéficiaires de la Fondation Panzi

En cas d'intervention (ou aide) de la part de la Fondation Panzi, la plupart de bénéficiaires (78,18% de Katogota vs 79,03% à Kaziba) souhaiteraient que l'aide (en argent) passe par la MUSO/AVEC dans laquelle ils sont membres pour des raisons décrites dans le tableau n° 18. En effet, l'accès facile à l'argent qui sera transféré (69,81% à Katogota vs 64,00%

à Kaziba) et la sécurité de l'argent dans la MUSO (64,15% à Katogota et 72,00% à Kaziba) sont les principales raisons qui pousseraient les bénéficiaires à désirer que l'aide (en argent) passe par MUSO/AVEC.

Tableau 18: L'intervention de la Fondation Panzi passe par la MUSO

Site	Intervention passe par la Muso	Justifications du choix			
		Accès facile à l'argent	Simple procédure administrative	Sécurité de l'argent dans la Muso	Accès à l'argent à coût nul
Katogota	78,18%	69,81%	24,53%	64,15%	22,64%
Kaziba	79,03%	64,00%	34,00%	72,00%	26,00%
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0,911)	Pas significatif (p=0,531)	Pas significatif (p=0,290)	Pas significatif (p=0,394)	Pas significatif (p=0,691)

Que ce soit à Katogota ou à Kaziba, seulement moins de 25% des bénéficiaires ne souhaiteraient pas que l'aide de la Fondation Panzi passe par la MUSO/AVEC mais qu'elle leur soit parvenue directement à travers leur compte mobile money (tableau 20). Par ailleurs, le tableau 19 indique les moyens de transfert d'argent au cas où l'aide passe par la MUSO/AVEC. De tous les moyens de transfert d'argent que la Fondation Panzi peut utiliser pour faire parvenir son aide (en argent) aux parents bénéficiaires et professionnelles de sexe, à Katogota comme à Kaziba, le compte Airtel money de la MSUSO (79,25% à Katogota vs 72,00% à Kaziba) a été le moyen le plus cité.

Tableau 19: Les moyens de transfert d'argent à la MUSO

Site	Airtel money via le compte de la Muso	Orange money via le compte de la Muso	M-pesa via le compte de la Muso	Maison de transfert	Familier businessman
Katogota	79,25%	43,40%	54,72%	22,64%	3,77%
Kaziba	72,00%	42,00%	46,00%	34,00%	0,00%
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0,391)	Pas significatif (p=0,886)	Pas significatif (p=0,377)	Pas significatif (p=0,200)	Pas significatif (p=0,165)

Au cas où l'aide passe directement par le compte des bénéficiaires, les moyens de transfert d'argent décrits dans le tableau n°20 peuvent être utilisés par la Fondation Panzi.

Tableau 20: L'intervention de la Fondation Panzi par le bénéficiaire

Site	Moyens de transfert d'argent au bénéficiaire				
	Airtel money du bénéficiaire	Orange money du bénéficiaire	M-pesa du bénéficiaire	Maison de transfert	Familier businessman
Katogota	14,29%	0,00%	7,14%	0,00%	0,00%
Kaziba	30,77%	0,00%	15,38%	15,38%	7,69%
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0,303)	Pas significatif	Pas significatif (p=0,496)	Pas significatif	Pas significatif (p=0,290)

Comme pour les bénéficiaires qui aimeraient que l'aide passe par la MUSO/AVEC, les bénéficiaires parents et les professionnelles de sexe qui sont contre le fait que l'aide passe par la MUSO/AVEC aimeraient recevoir de l'aide de la Fondation Panzi à partir de leur compte Airtel money.

4. Les mutuelles de solidarité et les associations villageoises d'épargne et de crédit

Cette section renseigne sur le taux d'appartenance des ménages aux MUSO/AVEC, l'intention des non-membres à adhérer aux MUSO/AVEC dans un futur proche, le fonctionnement des MUSO/AVEC, les contributions imposées aux membres et les différents types de services offerts par les MUSO/AVEC.

4.1. Appartenances aux MUSO/AVEC existantes

Dans l'ensemble, à Katogota comme à Kaziba, la majorité des ménages enquêtés appartient aux anciennes MUSO/AVEC qui sont dans le milieu. Le tableau suivant indique le taux d'appartenance à ces MUSO/AVEC.

Tableau 21: Appartenance aux anciennes MUSO/AVEC

Site	Tous les ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X2 (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota	56,52%	65,69%	68,00%	66,30%	43,48%	**
Kaziba	68,92%	69,49%	97,62%	81,19%	42,55%	***
X2 (Katogota contre Kaziba)	**	Pas significatif (p=0.209)	***	**	Pas significatif (p=0.921)	

Notes : *** p<0,01 ; ** p<0,05

Au regard de ce tableau, peu de ménages de Katogota sont membres des anciennes MUSO/AVEC comparativement à ceux de Kaziba (56,5% contre 68,92%). A Kaziba, cette différence est encore plus prononcée : 69,5% des parents bénéficiaires contre 97,6% des PS. Les différences entre bénéficiaires de Katogota contre ceux de Kaziba sont statistiquement significatives au seuil de 5% et celle entre PS de ces deux milieu est significative au seuil de 1%. Aussi, les différents entre bénéficiaires et non bénéficiaires sont significatives à 5% (à Katogota) et à 1% à Kaziba.

4.2. Intention d'adhérer aux MUSO dans un futur proche

La très grande majorité des enquêtés manifestent l'intérêt d'adhérer aux MUSO/AVEC dans un future proche. Le tableau suivant donne les opinions des ménages en rapport avec l'intention d'adhérer aux MUSO/AVEC par site.

Tableau 22: Intention d'adhérer aux MUSO/AVEC dans un futur proche

Site	Tous les ménages	Parents	PS	Bénéficiaires (parents et PS)	Contrôle	X2 (Bénéficiaires contre contrôles)
Katogota	84,29%	100,00%	75,00%	93,55%	76,92%	*
Kaziba	84,78%	94,44%	100,62%	94,74%	77,78%	Pas significatif (p=0.115)
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0.942)	Pas significatif (p=0.252)	Pas significatif (p=0.571)	Pas significatif (p=0.864)	Pas significatif (p=0.935)	
Notes : * p<0,1						

Il ressort de ce tableau qu'une bonne partie des parents bénéficiaires et non bénéficiaires, et des professionnelles de sexe, quel que soit leur site de localisation, sont disposés à adhérer dans les mutuelles de solidarités et/ou associations nouvellement créées ou à créer dans leur localité.

4.3. Fonctionnement de MUSO/AVEC

Les entretiens que nous avons réalisés à Katogota et à Kaziba renseignent que, bien qu'il existe une structure de gestion de la MUSO/AVEC, tous les membres de mutuelles de solidarité et/ou d'associations villageoises d'épargne et de crédit participent à la gestion des activités de

ces dernières. Le rapport sur les MUSO de Luhwindja de Mai 2021 que la Fondation Panzi a rendu disponible pour notre équipe indique que la structure organisationnelle MUSO/AVEC de Katogota et Kaziba n'est pas différente de celle de Luhwindja. Le pouvoir hiérarchique de la MUSO suit la logique suivante : Président, Vice-Président et Animateur du site. Par ailleurs, comme à Katogota et à Kaziba, ce rapport nous indique que les femmes sont plus représentées dans les MUSO que les hommes. Ceci nous laisse croire que les femmes sont plus que les hommes, intéressées aux MUSO/AVEC.

Chaque membre de la MUSO/AVEC effectue une contribution sous forme d'épargne. Les contributions des membres peuvent être réalisées hebdomadairement ou mensuellement selon les conventions de membres de la MUSO/AVEC. Dans la plupart des MUSO/AVEC, les contributions sont faites hebdomadairement. Au-delà de ces contributions, les ressources des MUSO/AVEC proviennent des dons, des amendes éventuelles imposées aux membres de la MUSO/AVEC et des intérêts issus de crédits accordés aux membres estimés généralement à 10% du montant de crédit.

Le tableau n°23 ci-dessous mentionne la contribution financière obligatoire (épargne) des membres des MUSO/AVEC au sein de la MUSO/AVEC. A Katogota comme à Kaziba, cette contribution est faible : 1000 à 1200 FC par semaine. Cela peut être dû au niveau de revenu qui est aussi faible que nous avons présenté au tableau n°3 supra.

Tableau 23: Contributions des membres au sein des MUSO

Site	Contribution hebdomadaire (en FC)	Contribution mensuelle (en FC)
Katogota	1217,14	3941,18
Kaziba	1040,33	4400
Niveau de significativité des différences de contribution entre sites	Pas significatif (p=0,221)	Pas significatif (p=0,756)

En termes de gestion des fonds, les MUSO organisent trois caisses. L'exemple des MUSO de Kaziba indique les caisses suivantes :

- La caisse verte (muhako) : elle concerne l'épargne par semaine (de 500 FC par exemple). Cette épargne est versée chaque jeudi. Elle sert pour le crédit. Le retard

éventuel du membre en ce qui concerne la contribution sous forme d'épargne peut être toléré par la MUSO.

- La caisse rouge (burhabale) : elle concerne la cotisation mensuelle (de 500 FC par exemple). L'argent de crédit ne provient pas de cette caisse. Elle sert plutôt pour la solidarité entre membres. Lorsqu'un membre a un problème, on peut intervenir en fonction des conventions de membres. Le retard n'est pas toléré en ce qui concerne la contribution à la caisse verte.
- La caisse bleue : se rapporte à l'aide reçue des autres personnes, gains de la production (élevage, agriculture), ... Elle peut également servir pour le grand crédit accordé aux demandeurs.

Les types de services que les MUSO de Katogota et de Kaziba offrent sont résumés dans le tableau n°24 ci-dessous.

Tableau 24: Services offerts par les MUSO

Site	Service d'épargne	Service de crédit	Assistance en cas de maladie	Assistance en cas d'évènement social
Katogota	91,21%	82,42%	74,73%	71,43%
Kaziba	93,14%	78,43%	79,41%	67,65%
X2 (Katogota contre Kaziba)	Pas significatif (p=0,617)	Pas significatif (p=0,487)	Pas significatif (p=0,439)	Pas significatif (p=0,569)

Il existe une similarité entre les types de services offerts par les mutuelles de solidarité et/ou associations villageoises d'épargne et de crédit de Katogota et celles de Kaziba. Quatre principaux services sont organisés par les MUSO/AVEC existantes à Katogota et Kaziba : l'épargne, le crédit, l'assistance en cas de maladie, et l'assistance en cas d'évènement social (mariage, deuil, etc.). La plus grande majorité des ménages enquêtés à Katogota (91.21%) et Kaziba (93,12%) ont signalé que l'épargne constitue le service le plus offert aux membres des MUSO/AVEC existantes dans le milieu. Le service de crédit vient en second lieu.

Toutefois, il sied de noter que différentes catégories de personnes peuvent s'organiser en MUSO spécifiquement réservées à elles seules. C'est le cas des professionnelles de sexe et des (petits) opérateurs économiques (les petits commerçants, les petits agriculteurs, les petits éleveurs, etc.) qui ont leurs propres MUSO/AVEC pour s'entraider mutuellement dans les zones caractérisées par l'absence de circuits financiers formel et semi formel comme Katogota et Kaziba. La Présidente des professionnelles de sexe de Kaziba déclare ce qui suit :

Dans la carrière nous faisons le Likilimba. les groupes sont constitués par six personnes chacun. Chaque semaine, nous collectionnions six bières à raison d'une par membre et nous les remettons à un membre de notre groupe pour qu'elle ait un capital pour débiter le commerce. Le Likilimba m'a beaucoup aidé à progresser dans mon activité de ventes de boissons alcoolisées ... En tout cas, travailler en équipe c'est une bonne chose. J'avais le problème d'argent, j'avais sollicité un crédit dans notre groupe et j'avais payé le frais scolaire de mon enfant cadet pour qu'il soit admis au stage.

Les MUSO/AVEC sont généralement bien réputées dans les deux sites car elles facilitent les individus marginalisés et/ou exclus du système financier formel voir même semi-informel (coopératives d'épargne et de crédit, les microfinances, etc.) d'accéder aux services financiers (informels) à l'instar du crédit. Les entretiens individuels avec le président de la société civile à Katogota et le pasteur de la 8^e CEPAC à Kaziba renseignent que tous les membres participent à la prise de décision en ce qui concerne l'octroi de crédit à un membre du groupe. Une réunion est organisée chaque semaine pour permettre à tous les membres de s'imprégner de la situation financière et administrative de leur MUSO/AVEC, de donner leur avis sur les demandes de crédit sollicitées par quelques membres de la MUSO/AVEC, de proposer de pistes de solutions sur les problèmes éventuels qui peuvent surgir dans leur MUSO/AVEC. La présidente de la MUSO « Buguma » de Kaziba déclare ce qui suit par rapport au fonctionnement de la MUSO :

Dans notre MUSO il y a une Présidente et moi je suis la vice-présidente de la MUSO « Tuendeleye ». Notre MUSO a une ancienneté d'environ une année (10 mois). Nous avons un coffre-fort pour la protection de l'argent de membres. L'argent de membres est reparti dans trois caisses : caisse verte, caisse rouge et caisse bleu. Nous avons différents projets dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Dans le projet d'agriculture : les membres cultivent le haricot, les choux, etc. Pour les choux par exemple, les dépenses de production sont : la location de champs (15\$), l'engrais chimique (30\$), le labour et l'ensemencement a un prix estimé à 7500FC par individu pour 25 mamans. Par rapport au projet d'élevage, nous avons reçu le soutien de la Fondation Panzi. Il était de 10 porcs à raison de 50\$ par tête. Mais nous avons manqué de l'espace pour les porcs. Pour ce projet d'élevage, l'objectif est de partager les porcins entre membres quand le porc met bas en attendant qu'on trouve de l'espace. Lorsqu'on finit à partager le porc à chacun des membres, le porc initial revient au membre qui faisait le partage et il peut donc faire son propre élevage. La

MUSO fait le suivi pour limiter tout problème éventuel dans le partage de porcs. Ce projet d'élevage de porcs a commencé avec un investissement estimé à 50\$ par porc. Nous avons débuté ce projet en octobre 2020. L'alimentation des porcs est assurée par celui qui les garde. On ne maîtrise pas encore comment travailler ensemble. Les genres de soutien que la MUSO offre à ses membres sont : l'argent et la formation.

Comme l'indiquent la citation ci-dessus, la MUSO peut contribuer à l'amélioration du niveau de vie de ses membres. En effet, non seulement elle peut jouer le rôle des institutions financières en facilitant l'accès au crédit des membres qui souhaitent améliorer leurs activités en l'absence d'un marché financier formel, mais aussi, facilite l'accès aux intrants agricoles à certains agriculteurs membres, propulse l'élevage en facilitant l'entrée dans le secteur à certains membres qui ne pouvaient pas se le permettre s'ils n'obtenaient pas les bétails sous forme de crédit rotatif,... Cependant, il y a encore un travail à faire pour l'amélioration des interventions de MUSO car, comme souligné dans cette citation, les membres ne « maîtrisent pas encore comment travailler ensemble », laissant sous-entendre ainsi un besoin en suivi permanent et en formation continue en vue d'améliorer leurs capacités et compréhension du travail en commun et/ou de l'action collective.

5. Conclusion et recommandations

Ces études de base et étude de marché avaient l'objectif de mettre en exergue les indicateurs de base et de comprendre les activités génératrices de revenu en lien avec les réalités de Katogota et Kaziba, le fonctionnement des mutuelles de solidarité et associations villageoises d'épargne et de crédit, et le fonctionnement des marchés locaux. Grace aux informations obtenues des entretiens individuels et groupes de discussion, et d'un questionnaire sous Kobo collect qui a été administré auprès d'un échantillon aléatoire de 309 ménages (parents bénéficiaires, professionnelles de sexe et parents non bénéficiaires) nous avons obtenu les principaux résultats clés relatifs à l'étude de base suivants :

- La plupart des ménages enquêtés dans les deux sites sont caractérisés par un faible niveau de revenu hebdomadaire et une forte incidence de pauvreté à Katogota comme à Kaziba. Ces ménages disposent d'une faible diversification de sources de revenus. Généralement, les ménages enquêtés (groupe traité et groupe contrôle) dépendent d'une seule source.

- Par rapport aux mesures de la vulnérabilité, il ressort que les chefs de ménages enquêtés sont généralement moins instruits dans les deux sites. Environ 40% des chefs de ménage enquêtés à Katogota et Kaziba sont analphabètes.
- S'agissant de la scolarisation des enfants, 30% à 40% des ménages enquêtés ont des enfants qui ont abandonné l'école pour les activités minières artisanales. Il n'existe pas de centres de rattrapage pour récupérer ces enfants. Environ 90% des parents bénéficiaires et non bénéficiaires de Katogota et de Kaziba sont prêts à autoriser leurs enfants qui étaient dans la mine à fréquenter les centres de rattrapage qui seront implantés dans le milieu. Par ailleurs, la plupart des parents enquêtés sont prédisposés à permettre à leurs enfants de faire partie des clubs des enfants à Katogota et à Kaziba.
- Par rapport à la connaissance des droits humains, 70% à 80% des enquêtés ont des connaissances sur les droits humains à l'instar des droits des enfants et des femmes. Néanmoins, les connaissances de la population sur ces droits sont superficielles.

En ce qui concerne l'étude de marché et des MUSO/AVEC, les résultats renseignent que :

- Les activités génératrices de revenu les plus pratiquées (par ordre d'importance) sont l'agriculture, le petit commerce, l'exploitation minière artisanale, l'élevage, l'artisanat, le transport, le bar/buvette.
- Le commerce et l'agriculture sont les plus rentables dans les deux sites. A Katogota, l'agriculture (cultures de maïs, manioc, tomates, etc.) est l'activité génératrice de revenu la plus rentable que le petit commerce alors qu'à Kaziba c'est le contraire.
- Dans les deux sites, le petit commerce (ventes en gros et détails de farine ordinaire de maïs et de manioc) est la plus rentable que l'agriculture.
- La plupart de professionnelles de sexe sont prédisposés à abandonner cette profession pour autres activités alternatives. Parmi les activités alternatives ou de remplacement de professionnelles de sexe, le petit commerce occupe la première position suivi la vente des boissons alcoolisées.
- Globalement, environ 60% de ces parents sont organisés en mutuelles de solidarité et associations villageoises d'épargne et de crédit à Katogota et à Kaziba. Les membres réalisent des faibles contributions hebdomadaire et mensuelle sous forme d'épargne d'environ 1 000 FC et 4 500 FC, respectivement.

- Pour le groupe de parents qui ne sont pas membres de mutuelles de solidarité et associations villageoises d'épargne et de crédit, plus de 80% sont prêts à les devenir dans un horizon de très court terme.
- Les MUSO/AVEC peuvent améliorer le niveau de vie de leurs membres à conditions que ces derniers soient formés sur le fonctionnement des actions collectives.
- Au cas où la Fondation Panzi intervient à Katogota et à Kaziba, l'aide en argent passerait par les mutuelles de solidarité (existantes mais renforcées) car la grande majorité de parents bénéficiaires et professionnelles de sexe souhaiterait cette voie de transfert d'argent. Dans ce cas Airtel-money ou à la limite M-pesa sont les moyens à utiliser.

Pour réinsérer socio économiquement les enfants travaillant dans les mines, les professionnelles de sexe et femmes victimes de violences sexuelles de Katogota et de Kaziba et améliorer ainsi leurs conditions de vie, les recommandations suivantes peuvent aider :

- La création de club des enfants, la distribution de repas aux élèves pendant le temps de pause (même deux fois par semaine) et la création des centres de rattrapage seraient parmi les principales politiques à mettre en place pour les écoles cibles pour décourager les enfants travaillant dans la mine et à les attirer vers l'école. Avec ces politiques, les enfants scolarisés peuvent être fidéliser à l'école.
- Caractérisés par des faibles revenus, la distribution de cash à investir dans les activités de remplacement que nous avons identifiées permettrait aux parents des enfants inscrits dans les écoles cibles d'entreprendre des activités génératrices de revenus comme l'agriculture et le petit commerce essentiellement. Ces activités leur permettraient de subvenir aux dépenses alimentaires, scolaires, etc. de leurs ménages. Pour les professionnelles de sexe, la distribution de cash leur permettrait d'abandonner la profession de sexe et de migrer dans les activités alternatives comme le petit commerce et la vente de boissons alcoolisées.
- Par rapport au besoin du marché de Kaziba, il appert urgent de mettre en place une chambre froide dans le marché pour conserver les produits d'origine animale. A Katogota, un grand entrepôt pourra faciliter le stockage des différents produits agricoles afin de réduire les pertes occasionnées par la conservation des produits agricoles dans les ménages et de faciliter leur vente.

- Une sensibilisation répétitive dans les deux sites permettrait aux populations d'avoir une connaissance, plus ou moins fouillée, sur les droits humains.
- Une sensibilisation répétitive dans les deux sites permettrait également aux populations d'avoir une connaissance, plus ou moins détaillée, sur l'importance, les avantages et le fonctionnement des mutuelles de solidarité et associations villageoises d'épargne et de crédit. Ceci augmenterait le taux d'adhésion des parents dans les mutuelles de solidarité, et associations villageoises d'épargne et de crédit localisés dans les deux sites.

Toutefois, il existe plusieurs risques auxquels la Fondation Panzi ferait face en cas d'intervention :

- Il existe un problème d'asymétrie d'information. Les bénéficiaires peuvent allouer l'aide reçue (en cash) via le transférée en provenance de la Fondation Panzi dans une activité (parfois même non génératrice de revenu) autre que celle reconnue par la Fondation Panzi. Pour gérer ce problème lié à l'asymétrie d'information, la Fondation Panzi devra mettre en place un système de suivi régulier des membres pour se rassurer que ces derniers investissent l'aide (cash) dans les AGR prometteuses telles que déclarées et acceptées par la Fondation Panzi. Aussi, elle devrait fournir son aide de manière progressive (en tranche) pour limiter le risque d'usage inapproprié de son intervention.
- Les écoles ciblées sont des écoles protestantes. Certains interviewés ont indiqué que nombreux parents des élèves de ces écoles sont aussi protestants. La communauté catholique se sentant délaissée ne comprend pas facilement le pourquoi des écoles protestantes comme uniques bénéficiaires. Il serait préférable que la Fondation Panzi sensibilise les catholiques en rapport avec ses choix et que, lorsque d'autres occasions se présenteront dans l'avenir que même les catholiques soient considérés comme bénéficiaires.

6. Bibliographie

Chilongo, T (2014). Livelihood strategies and forest reliance in Malawi. For. *Trees Livelihoods*, 23, 188–210.

André, G. et Godin, M. (2012) « Le travail des enfants dans les mines artisanales du Katanga (RDC) », texte disponible au : https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/141082/1/3_dossier_andre_godin.pdf (consulté le 29 mars 2021)

Bashwira R. (2017) « Navigating obstacles, opportunities and reforms: women's lives and livelihoods in artisanal mining communities in eastern DRC », thèse de doctorat, Université de Wageningen, Pays-Bas.

IMPACT (2017) « Les femmes dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle en République Démocratique du Congo », Rapport, IMPACT, novembre 2017.

Iragi, M., F. (2018) « L'agriculture comme 'alternative' de la mine artisanale : contraintes au développement de l'agriculture dans le territoire de Kalehe », in Ansoms, A., Bisoka, N., A. et Vandeginste, S. (eds) *Conjoctures de l'Afrique centrale 2018*, L'Harmattan, Paris, 185-204.

Iragi, M., F. (2018) « 'Symbiose ou antibiose?' Un regard sur les liens entre l'exploitation minière artisanale et l'agriculture », *IOB Working paper*.

Kilosho, J.B. (2018) « Industrialisation et traçabilité minières au Sud-Kivu : Quel avenir pour les exploitants miniers artisanaux? », thèse de Doctorat, Université d'Anvers, Belgique, Avril 2018.

Kilosho, J. B. (2016) « La pauvreté des exploitants artisanaux de l'or à Kamituga en 2014 », in Nyenyezi, A. ; Geenen, S. et Ansoms, A. (eds.) *Conjonctures Congolaises 2016. Glissement politique, recul économique*, Paris, Harmattan.

Perks R. (2011) 'Can I go?'—Exiting the artisanal mining sector in the DRC", *Journal of International Development*, 23(8), 1115–1127.

Stoop N., Kilosho J.B. and Verpoorten M. (2016) Rélocation, reorientation, ou confrontation ? Aperçus à partir d'un sondage représentatif des miniers artisanaux à Kamituga, Sud-Kivu. *Working paper n°10*. Institute of Development Policy and Management.

7. Annexes

Tableau 25: Les indicateurs de base se rapportant au cadre logique du projet

Indicateurs	Katogota	Kaziba
Taux de fréquentation des enfants dans les centres de rattrapage scolaire.	0,00%	0,00%
Taux d'abandon scolaire qui était due aux activités minières.	36,96%	34,65%
Pourcentage d'enfants inscrits à l'école ayant passé la classe (année 2019-2020, taux de réussite globale).	70,1%	87,2%
Pourcentage de parents structurés en mutuelles de solidarité / associations villageoises d'épargne et de crédit.	66,30%	81,19%
Pourcentage d'adolescents et professionnelles de sexe ayant adhéré au programme de formation par rapport à la cible attendue ¹⁴	-	-
Pourcentage d'adolescents et de professionnelles de sexe ayant complètement abandonné les mines grâce à des actions de formation professionnelle	0,00%	0,00%
Revenus des bénéficiaires vivant dans les domaines ciblés suite aux AGR montées	25,4 \$	17,8\$
Le nombre d'individus ayant pris connaissance de droits humains et du bien-être en général grâce aux activités de sensibilisation	97/161	88/148

¹⁴ Il nous a été difficile d'obtenir le nombre exact des adolescents et de PS dans le milieu. Lors des entretiens et focus groups, les avis des uns et des autres ont été très diversifiés à ce sujet.

